

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

**EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN ET LONG TERME EN 2019**

JUILLET 2020

AVERTISSEMENT

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaison à l'échelle internationale exige de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses développées.

CHAMPS D'APPLICATION

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

Ces données n'intègrent pas la dette fiscale, la dette envers de la Banque Centrale (Institut d'Emissions), l'encours des Bons du Trésor Assimilables (BTA) ainsi que les ordonnances des exercices budgétaires antérieurs en attente de paiement.

CLASSIFICATION

Les données sont présentées par source de dette et déclinées en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dettes à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dettes, la bancaire, la moratoire, la diverse et celle contractée envers le marché financier régional.

Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».

PERIODICITE

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme annuelle. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations allant du 1er janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

SOURCES

Les données sur la dette publique agrégées qui sont présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette (DGD). Ce logiciel est l'outil d'agrégation des données détaillées sur la dette publique. Ces données sont saisies par la DGD sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la dette publique des administrations compétentes du Ministère de l'Economie et de Celui du Budget.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds Monétaire International, de la Réserve Fédérale américaine, de la Banque de Centrale Européenne et de la Société Générale. Pour les BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la BEAC.

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

DEFINITIONS DE TERMES

DETTE BILATÉRALE

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

DETTE MULTILATÉRALE

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

DETTE COMMERCIALE

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER INTERNATIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

DETTE BANCAIRE

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

DETTE MORATOIRE

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'administration envers ses fournisseurs de services et prestataires de travaux.

DETTE DIVERSE

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER REGIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

DÉCAISSEMENT OU TIRAGE

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment l'un à la place de l'autre

ENCOURS DE LA DETTE

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. Il s'obtient par la différence entre les décaissements réels et les remboursements du principal.

SERVICE DE LA DETTE

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

EUROBONDS

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	2
SOMMAIRE.....	5
INTRODUCTION	6
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2014 A 2018	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2014 à 2018.....	8
1.2. Evolution des décaissements de 2014 à 2018.....	3
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2014 à 2018	5
1.4. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2014 à 2018	5
1.5. Evolution de l'encours de la dette publique de 2014 à 2018.....	7
1.6. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2014 à 2018	2
1.7. Evolution du taux d'endettement public de 2014 à 2018	3
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2019.....	4
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2019	5
2.2. Conditions d'emprunt en 2019.....	10
2.3 Indicateurs d'endettement public en 2019	14
3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2019.....	16
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2019	17
4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2019.....	23
4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2019	23
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2019	25
EN 2019, LE STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE HORS PROJET SE CHIFFRE A 3832,1 MILLIARDS DE FRANCS CFA. IL EST CONSTITUE D'EMISSIONS OBLIGATAIRES, DES REPRISES DE PASSIFS ET DES APPUIS BUDGETAIRES AVEC RESPECTIVEMENT 1830,5 MILLIARDS DE FRANCS, 950,4 MILLIARDS DE FRANCS CFA ET 1051,1 MILLIARDS DE FRANCS CFA, SOIT 34,2%, 17,8% ET 19,7 % DU MONTANT GLOBAL DE L'ENCOURS HORS PROJETS. EN REVANCHE, AUCUN ENCOURS DE DETTE REECHELONNEE N'A ETE ENREGISTRE EN 2019.....	28
4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2019.	28
CONCLUSION	34
ANNEXES	36
LISTE DES TABLEAUX	45
LISTE DES GRAPHIQUES	46
TABLE DES MATIERES.....	47

INTRODUCTION

Au terme de l'année 2019, la croissance mondiale connaît un ralentissement de l'activité économique, soit 2,9% contre 3,6% en 2018. Cette situation intervient dans un contexte de tassement du volume des échanges internationaux, en liaison avec la montée des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis et les incertitudes liées notamment à l'aboutissement du Brexit.

Au sein des pays avancés, la croissance a été modérée dans l'ensemble à l'exception du Japon qui enregistre un taux de croissance d'environ 1% en 2019. Ce résultat fait suite à la persistance des conflits commerciaux, des difficultés industrielles en Europe et aux Etats-Unis combinées à un recul de la demande globale, soit 1,7% en 2019 contre 2,2% en 2018.

Aux Etats-Unis, l'économie est demeurée dynamique, en dépit du conflit commercial avec la Chine. Le PIB s'est chiffré à 2,3% contre 2,9% un an plus tôt. Une politique budgétaire expansionniste et des taux d'intérêt bas expliquent ce résultat.

Dans la zone euro, la croissance économique a reculé au-delà des prévisions en 2019. Le taux de croissance du PIB s'est situé à 1,2% en 2019 contre 1,5% en 2018, suite au ralentissement de ses principales locomotives notamment l'Allemagne dont le secteur automobile a été perturbé par la mise en place de nouvelles normes européennes d'émission de CO2 sur les véhicules roulants neufs, la baisse de l'investissement en Italie et aux manifestations sociales qui ont perturbés les ventes au détail et pesés sur les dépenses de consommation en France.

L'activité économique dans le bloc des pays émergents et en développement, s'est située à 3,7% contre 4,5% l'année précédente. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, à savoir, un contexte de tensions commerciales, une baisse de l'économie chinoise et une diminution de la demande intérieure en Inde.

La croissance des pays de l'Afrique subsaharienne, s'est établie à 3,3% contre 3,0% en 2018. Cependant, la légère reprise observée en 2019 s'explique principalement par la conjoncture extérieure difficile, notamment les perturbations persistantes de la production dans les pays exportateurs de pétrole et une croissance inférieure aux attentes en Afrique du Sud. Par ailleurs, l'Afrique du sud, deuxième économie de la zone, fait face à des contraintes structurelles. En outre, au Nigéria et en Afrique du sud, la croissance respective a été de 0,7% et 2,3% contre 0,8% et 1,9% en 2018.

Pour ce qui est de la croissance économique en zone CEMAC, elle a été de 2,0 % en 2019 contre 1,5% en 2018. Cette performance résulte de la légère progression des activités du secteur pétrolier conjuguée à un maintien du rythme de progression des activités dans le secteur non pétrolier.

L'économie gabonaise, quant à elle, a enregistré une croissance économique de 3,9% en 2019 contre 0,8% en 2018. Cette hausse résulte principalement des réformes économiques et structurelles engagées à travers le programme triennal de relance, d'une part et de la bonne tenue du secteur pétrolier et hors pétrole, d'autre part.

Les politiques monétaires des Banques centrales européennes et japonaises demeurent les mêmes que celles de 2018. En effet, suite au ralentissement de l'activité économique, ces dernières ont dûes maintenir les politiques accomodantes afin de relancer la croissance économique.

La Reserve Fédérale américaine pour sa part, a entamé une baisse de son taux directeur pour le maintenir entre 1,5% et 1,75%. Pour ce qui est des taux de change, l'Euro s'est déprécié par rapport au Dollar américain en s'échangeant à 1,123 dollar américain en 2019 contre 1,145 dollar américain en moyenne en 2018. Par ailleurs, le taux de change de l'Euro par rapport au Yuan Renminbi s'est aussi déprécié de 0,10 point pour s'établir à 7,74 en 2019 contre 7,84 en 2018.

Afin de soutenir les axes du programme des réformes économiques et financières conclus avec le FMI, le Gabon a maintenu sa présence sur le marché de la dette en 2019.

Le rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2019 s'articule autour des points ci-après:

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2014 à 2018 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2019 ;
3. Service de la dette publique en 2019 ;
4. Encours de la dette publique à fin 2019.

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2014 A 2018

Il s'agira ici de présenter l'évolution des nouveaux emprunts, des décaissements, du service, de l'encours et des indicateurs de viabilité sur la période sous revue.

1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2014 à 2018

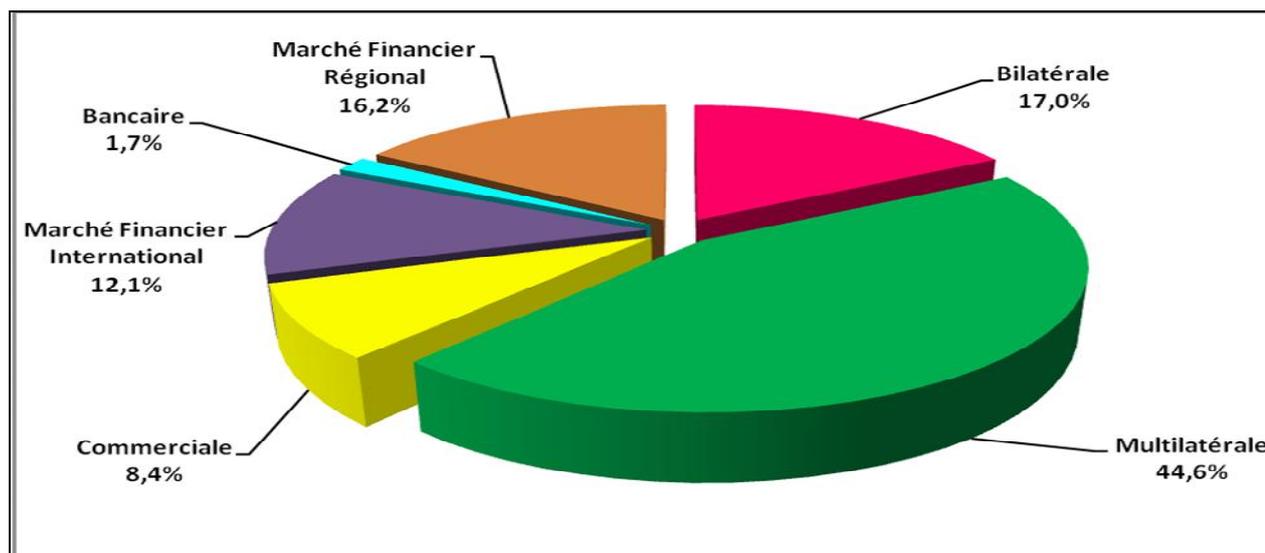
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2014 à 2018

De 2014 à 2018, les nouvelles signatures se sont chiffrées à 3365,9 milliards de francs CFA, soit une moyenne annuelle de 673,19 milliards de francs CFA. Les emprunts extérieurs et intérieurs représentent respectivement 82,1% et 17,9% du total des nouvelles signatures. En comparaison à la période 2013-2017, les nouveaux engagements baissent de 20,0%. Cette situation se justifie par la diminution des nouveaux emprunts bilatéraux, commerciaux, et ceux contractés sur le marché financier international et auprès des banques locales.

Le montant des nouvelles conventions extérieures sur la période d'étude s'élève à 2763,9 milliards de francs CFA. Il est constitué de 571,4 milliards de francs CFA de dettes bilatérales, 1500,7 milliards de francs CFA de prêts multilatéraux, 283,0 milliards de francs CFA d'emprunts commerciaux et 408,8 milliards de francs CFA de dettes envers le marché financier international, soit respectivement 20,7%, 54,3%, 10,2% et 14,8% du total extérieur. Comparativement à la période 2013-2017, le montant de ces nouvelles signatures régresse globalement de 22,8% suite à la diminution des emprunts bilatéraux, commerciaux et des emprunts levés sur le marché financier international.

Pour ce qui est des nouveaux emprunts intérieurs, ils s'établissent à 602,0 milliards de francs CFA. Ils se composent de 544,5 milliards de francs CFA contractés sur le marché financier régional et de 57,5 milliards de francs CFA obtenus auprès des banques locales, correspondant respectivement à 16,2% et 1,7% du montant total des nouveaux engagements intérieurs. Ces nouveaux emprunts décroissent de 4,2% par rapport à leur niveau de la période 2013-2017 qui se situaient à 628,3 milliards de francs CFA. Cette situation résulte de la baisse des emprunts signés auprès des institutions financières locales.

**GRAPHIQUE N°1: REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2014 A 2018
(EN POURCENTAGE)**



1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2014 à 2018

Sur la période 2014 à 2018, le gouvernement a signé 63 conventions de financement destinées à la réalisation de 35 projets d'équipement et d'infrastructures ainsi qu'au financement de l'équilibre budgétaire.

Les secteurs de la route et de l'électricité et eau concentrent respectivement 376,3 milliards de francs CFA et 40,0 milliards de francs CFA des nouveaux engagements. Les fonds mobilisés au profit du secteur de la route ont été essentiellement orientés vers l'aménagement de la route Ndendé-Doussala-Dolisie, la construction de la route conjonctive de Port-Gentil (Forasol-Mbega) et l'aménagement de la voie de contournement de l'Aéroport de Libreville. Quant au secteur de l'électricité et eau, les financements ont été majoritairement affectés vers le projet de construction de la centrale Télémania de Port-Gentil. Par ailleurs, ces deux secteurs représentent 12,4% du montant total des nouveaux emprunts sur la période 2014-2018 comparativement à la période précédente où ils représentaient 19,5%.

Les secteurs de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle représentent respectivement 104,4 milliards de francs CFA et 286,3 milliards de francs CFA. Ces fonds ont été alloués à la finalisation du projet d'appui aux soins de santé primaire, au projet d'investissement sur les structures sanitaires, au renforcement des capacités du personnel de santé, au lancement d'un projet d'investissement dans le secteur éducatif, à la construction de trois centres de formation et au projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes. Lesdits secteurs concentrent 11,6% de l'ensemble des nouveaux prêts sur la période 2014-2018 contre 11,0% sur la période précédente.

Quant aux secteurs des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et celui du Sport, ils s'élèvent respectivement à 161,4 milliards de francs CFA et à 157,3 milliards de francs CFA, soit 9,5% du total des nouveaux emprunts. Ces montants ont été orientés vers les projets d'aménagement des bassins versants de Gué-Gué et de Terre Nouvelle, et de développement

des infrastructures locales phase II, pour ce qui est du secteur des BTP, à la construction des stades d'Oyem, Port-Gentil et l'omnisport Omar Bongo Ondimba et aux travaux de construction du palais des sports de Libreville, en ce qui concerne le secteur des BTP.

L'ensemble des nouvelles signatures concédées aux secteurs de l'agriculture, pêche et élevage, défense et sécurité, communication et télécommunication et transport se situe à 261,1 milliards de francs CFA soit 7,8% du total des nouveaux emprunts sur la période 2014-2018 comparativement à la période précédente où il était de 15,0%. Ces ressources ont été orientées au financement du projet Graine, à la livraison de navires, au projet E-GABON, et à la réhabilitation du Transgabonais.

Le financement alloué au profit du secteur de l'économie et finance s'établit à 1979,0 milliards de francs CFA, soit 58,8% des nouveaux prêts sur la période sous revue. Dès lors, la part de ce secteur augmente de 4,3 points de pourcentage par rapport à la période 2013-2017 où elle était de 54,5% de l'ensemble des nouveaux prêts. Le montant affecté à l'équilibre budgétaire représente 46,2% sur la période d'étude contre 38,9% sur la période antérieure. Cette situation découle de l'augmentation des fonds mobilisés sur les marchés financiers.

1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2014 à 2018

Sur la période 2014-2018, les termes moyens des nouveaux engagements ressortent avec une maturité moyenne de 12,7 ans, un différé moyen de 4,4 ans et un taux d'intérêt moyen de 3,3%. Ces derniers baissent respectivement de 0,4 an, 0,7 an et 0,2 % comparativement à la période antérieure où ils se situaient à 13,1 ans, 5,1 ans et 3,5%.

Pour ce qui est des termes des emprunts extérieurs, ils s'établissent à 14,4 ans pour la maturité moyenne, 4,7 ans pour le délai de grâce moyen et 2,6% pour le taux d'intérêt moyen contre respectivement 14,6 ans, 5,6 ans et 3,0% sur la période 2013-2017.

Les nouveaux emprunts bilatéraux ont une maturité moyenne de 14,9 ans, un délai de grâce moyen de 4,5 ans et un taux d'intérêt moyen de 1,2%. Les prêts multilatéraux ont une durée moyenne de 10,5 ans, un différé moyen de 3,4 ans et un taux d'intérêt à 1,7%. Les emprunts commerciaux, quant à eux, ont une maturité moyenne de 9,6 ans, un délai de grâce moyen de 1,3 an et un taux d'intérêt moyen de 2,6%. Le marché financier international a une maturité moyenne de 3,6 ans, un délai de grâce moyen de 3,4 ans et un taux d'intérêt moyen de 2,8 %.

La durée moyenne, le délai de grâce moyen et le taux d'intérêt moyen des prêts intérieurs s'établissent respectivement à 3,9 ans, 1,9 an et 6,1%. Ces derniers enregistrent une légère hausse de 0,3 an pour ce qui est de la maturité moyenne et du différé moyen et de 0,6% pour le taux d'intérêt moyen sur la période d'étude.

Les engagements sur prêts bancaire ont une maturité moyenne de 0,6 an et un taux d'intérêt moyen de 1,4%. La durée moyenne, le délai de grâce moyen et le taux d'intérêt

moyen des nouveaux emprunts obtenus sur le marché financier régional représentent respectivement 4,0 ans, 2,2 ans et 6,1%.

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2014 A 2018			
	Maturité en Années	Différé en années	Taux d'intérêt %
Dettes Extérieures	14,4	4,7	2,6%
Dettes Bilatérales	14,9	4,5	1,2%
Dettes Multilatérales	10,5	3,4	1,7%
Dettes Commerciales	9,6	1,3	2,6%
Marché Financier International	3,6	3,4	2,8%
Dettes Intérieures	3,9	1,9	6,1%
Dettes Bancaires	0,6	0,0	1,4%
Marché Financier Régional	4,0	2,2	6,1%
Ensemble	12,7	4,4	3,3%

Comparativement à la période précédente où elles s'établissaient à 48,5% et à 51,5%, le taux d'intérêt variable et le taux d'intérêt fixe représentent respectivement 61,2% et 38,8% de l'ensemble des nouvelles signatures. La part des nouveaux engagements à taux d'intérêt fixes enregistre une diminution de 12,7 points de base, tandis que, celle à taux d'intérêt variable augmente de 12,7 points de base.

Sur la période 2014-2018, les nouveaux emprunts à taux de changes fixes représentent 73,0% du montant total des nouvelles signatures, soit une augmentation de 14,7% par rapport à son niveau de 2013 à 2017 qui était de 58,3%. En revanche, les nouveaux engagements à taux de change variables baissent de 14,7% de 2013 à 2017 pour s'établir à 27,0% du total des nouvelles signatures sur la période d'étude.

1.2. Evolution des décaissements de 2014 à 2018

Sur la période 2014-2018, les tirages sur financements extérieurs (FINEX) et intérieurs (FININ) se sont établis à 2851,2 milliards de francs CFA, soit une baisse de 15,6 % par rapport à son niveau de 2013-2017 qui était de 3376,3 milliards de francs CFA. Ces décaissements concentrent respectivement 78,9% et 21,1% du montant total des tirages.

1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2014 à 2018

De 2014 à 2018, les décaissements sur financement extérieur se sont élevés à 2249,2 milliards de francs CFA, soit une baisse de 18,2% par rapport à la période antérieure où ils se situaient à 2748,0 milliards de francs CFA. Cette situation découle principalement de la forte réduction des tirages commerciaux et ceux effectués sur le marché financier international respectivement de 32,9% et 63,9%. En revanche, les financements réalisés sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux progressent respectivement de 14,3% et 38,4% du total des décaissements extérieurs.

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2014 A 2018

En Milliards de Francs CFA

	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Emprunt Extérieur	256,3	478,8	239,2	779,5	495,3	2249,2
Bilatéral	82,3	102,0	69,4	51,9	170,3	475,9
Multilatéral	103,7	40,0	26,6	595,3	322,4	1088,0
Commercial	70,3	40,5	143,2	19,9	2,7	276,6
Marché Financier International	0,0	296,3	0,0	112,5	0,0	408,8
Emprunt Intérieur	37,1	102,1	155,2	196,9	110,7	602,0
Bancaire	0,0	0,0	0,0	57,5	0,0	57,5
Marché Financier Régional	37,1	102,1	155,2	139,4	110,7	544,5
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	293,3	580,9	394,4	976,4	606,1	2 851,2

1.2.2. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2014 à 2018

Le total des tirages obtenus auprès des bailleurs bilatéraux et multilatéraux est de 1563,9 milliards de francs CFA et représente un montant moyen de 312,8 milliards de francs CFA sur la période 2014-2018. Ces décaissements enregistrent une hausse de 30,0% par rapport à la période 2013-2017.

Entre 2014 et 2018, les financements extérieurs effectués sur les emprunts bilatéraux se chiffrent à 475,9 milliards francs CFA. Ils connaissent une progression de 14,3% comparé à leur niveau de la période précédente qui était de 416,3 milliards de francs CFA. Cette progression s'explique par la hausse des décaissements obtenus auprès d'EximBank China pour le financement de la construction de la route Port-Gentil Omboué, du pont sur l'Ogooué à Booué et de la construction de trois centres de formation d'une part et par les appuis budgétaires mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) d'autre part.

S'agissant des tirages sur emprunts multilatéraux, ils s'établissent à 1088,0 milliards de francs CFA sur la période sous revue et croissent de 38,4% par rapport à leur niveau de la période 2013-2017. Cet accroissement se justifie par d'importants décaissements effectués auprès du Fonds Monétaire International (FMI) et d'AFREXIMBANK sous forme d'appuis budgétaires en vue de soutenir l'économie nationale.

1.2.2.1. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2014 à 2018

Sur la période 2014-2018, les ressources obtenues sur le marché financier international et auprès des créanciers commerciaux se chiffrent à 685,3 milliards de francs CFA, soit une moyenne annuelle de 137,1 milliards de francs CFA. Ces fonds régressent de 55,7% par rapport à leur niveau sur la période précédente qui se situait à 1545,3 milliards de francs CFA.

Les tirages réalisés sur les emprunts commerciaux s'élèvent à 276,6 milliards de francs CFA contre 412,1 milliards de francs CFA entre 2013 et 2017. Ils connaissent une diminution de 32,9% du fait de la faible mobilisation des fonds auprès des créanciers autrichiens, français et espagnols suite au ralentissement des travaux d'aménagement de la Route Nationale 1 et

l'achèvement des travaux relatifs aux Centres Hospitaliers Universitaires Mère et Enfant, de Libreville et d'Owendo.

Pour ce qui est des décaissements sur le marché financier international de 2014 à 2018, ils s'établissent à 408,8 milliards de francs CFA contre 1133,2 milliards de francs CFA sur la période précédente. Ils enregistrent une forte baisse de 63,9% consécutive au faible recours aux Eurobond durant cette période.

1.2.3. Les décaissements sur financements intérieurs de 2014 à 2018

De 2014 à 2018, les tirages sur financements intérieurs (FININ) se sont établis à 602,0 milliards de francs CFA et décroissent de 4,19% par rapport à la période 2013-2017 où ils étaient de 628,3 milliards de francs CFA. Ce résultat provient essentiellement de la baisse des décaissements effectués auprès des banques locales.

Les décaissements réalisés auprès des banques locales se chiffrent à 57,5 milliards de francs CFA de 2014 à 2018. Ils connaissent une diminution de 54,0% par rapport à son niveau de la période précédente où ils se situaient à 125,0 milliards de francs CFA. Cette situation se justifie des tirages obtenus auprès des banques locales uniquement durant l'année 2017.

Concernant les fonds levés sur le marché financier régional, ils s'élèvent à 544,5 milliards de francs CFA sur la période 2014-2018. Ils augmentent de 49,6% comparativement à la période 2013-2017 où ils étaient de 363,9 milliards de francs CFA. Cette augmentation résulte de la volonté des Autorités de renforcer la présence du Gabon sur le marché financier régional depuis 2013.

1.3. Evolution du service de la dette publique de 2014 à 2018

Le service réalisé entre 2014-2018 se chiffre à 556,6 milliards de francs CFA en moyenne comparativement à son niveau de la période 2013-2017 qui était de 567,9 milliards de francs CFA et comprend 400,6 milliards de francs CFA de principal et 156,0 milliards de francs CFA d'intérêts.

Le service réalisé au profit des partenaires extérieurs est de 63,3% du service total. Quant au service intérieur, il représente 36,7% du montant total du service.

1.4. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2014 à 2018

De 2014-2018, le service de la dette publique extérieure s'est chiffré en moyenne à 352,4 milliards de francs CFA dont 228,1 milliards de francs CFA au titre de principal et 124,3 milliards de francs CFA au titre des intérêts. En comparaison à la période 2013-2017 où il était de 413,6 milliards de francs CFA, ce service est en diminution de 14,8% ce qui représente 63,3% du service total.

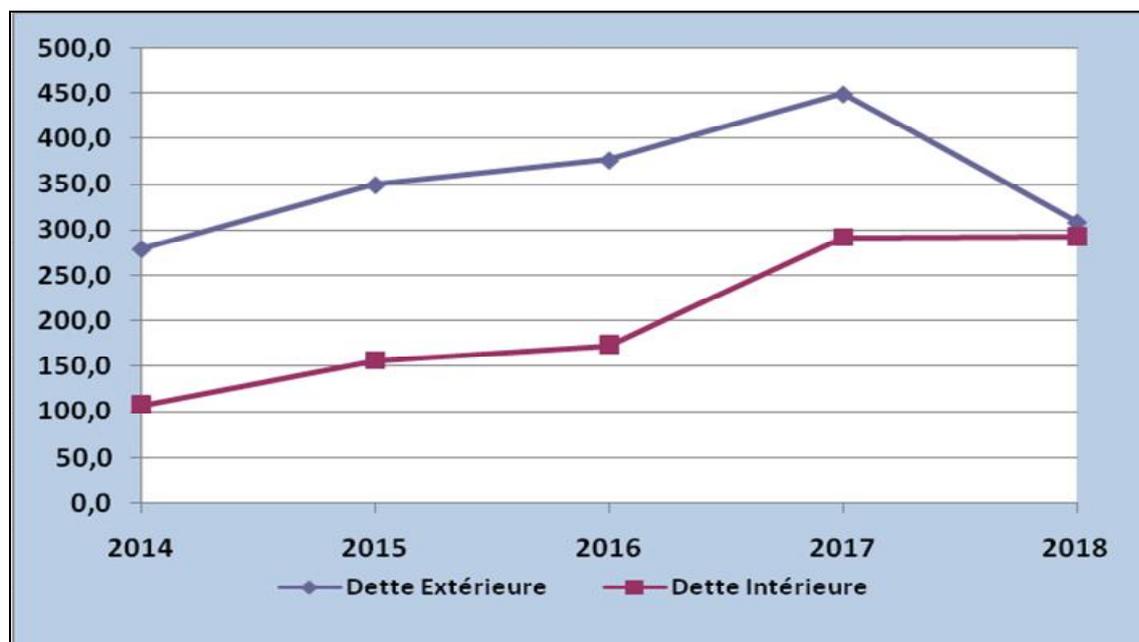
S'agissant du service bilatéral, il s'établit en moyenne à 57,8 milliards de francs CFA contre 50,3 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017; soit une augmentation de 13,7% milliards de francs CFA. De plus, il englobe 16,4% du service total extérieur.

Concernant le service multilatéral, il se situe en moyenne à 40,9 milliards de francs CFA, contre 36,5 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017, soit une hausse de 12,0% et représente 11,6% du service extérieur.

Pour ce qui est du service de la dette commerciale, il s'est chiffré en moyenne à 148,5 milliards de francs CFA contre 155,3 milliards de francs CFA sur la période antérieure, soit un recul de 4,4% et concentre 42,13% du service total extérieur.

Enfin, le service envers le marché financier international s'élève à 105,0 milliards de francs CFA contre 171,5 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017, soit une baisse de 38,8% et correspond à 29,9% du service total extérieur.

GRAPHIQUE N°2: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2014 A 2018 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4.1. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2014 à 2018

Entre 2014 et 2018, le service de la dette intérieure s'est chiffré en moyenne à 204,2 milliards de francs dont 172,5 milliards de francs au titre du principal et 31,7 milliards de francs CFA au titre des intérêts. En comparaison à la période 2013-2017 où il était de 154,3 milliards de francs CFA, le service de la dette intérieure croît de 32,3% et représente 36,7 du service total.

Le service envers le secteur bancaire local, s'élève en moyenne à 64,6 milliards de francs CFA contre 48,9 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017, soit une augmentation de 32,1% et représente 31,6% du service intérieur.

En ce qui concerne le service envers le marché financier régional, il s'établit en moyenne à 46,3 milliards de francs CFA contre 26,8 milliards de francs sur la période 2013-2017, soit une progression de 72,7% et concentre 22,7% du service total intérieur.

Pour ce qui est du service au titre de la dette moratoire, il se situe en moyenne à 80,7 milliards de francs CFA contre 65,3 milliards de francs CFA la période précédente, soit un accroissement de 23,5% et englobe 39,5% de l'ensemble du service intérieur.

Enfin, le service réalisé au titre de la dette diverse s'établit à 12,7 milliards de francs contre 13,3 milliards entre 2013 et 2017, soit une diminution de 4,6% et représente 6,2% du montant global du service intérieur.

1.5. Evolution de l'encours de la dette publique de 2014 à 2018

L'encours de la dette publique sur la période 2014-2018 s'est chiffré en moyenne à 3990,9 milliards de francs CFA, soit une hausse de 17,5% par rapport à son niveau de la période 2013-2017 où il se situait à 3396,0 milliards de francs CFA. Ce résultat découle de l'augmentation de toutes les catégories de dettes à l'exception de la dette commerciale pour ce qui est de la dette extérieure et de la dette diverse pour ce qui est de la dette intérieure.

1.5.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2014 à 2018

Sur la période sous revue, le stock de la dette publique extérieure s'est chiffré à 3109,0 milliards de francs CFA en moyenne et représente 77,9% du montant total de l'encours. Il est en hausse de 30,5% par rapport à son niveau antérieur qui était de 2382,3 milliards de francs CFA. Cet accroissement résulte de l'augmentation des emprunts multilatéraux, bilatéraux et ceux contractés sur le marché financier international.

L'encours de la dette multilatérale s'est situé à 647,9 milliards de francs CFA en moyenne, soit 20,8% du montant total de l'encours extérieur. Il enregistre une hausse 41,7% comparativement à la période 2013-2017 où il s'établissait à 457,3 milliards de francs CFA en moyenne. Cette situation s'explique par un recours important aux emprunts sous forme d'appuis budgétaires contractés auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque chinoise AFREXIM et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ayant pour objectif de relancer l'économie.

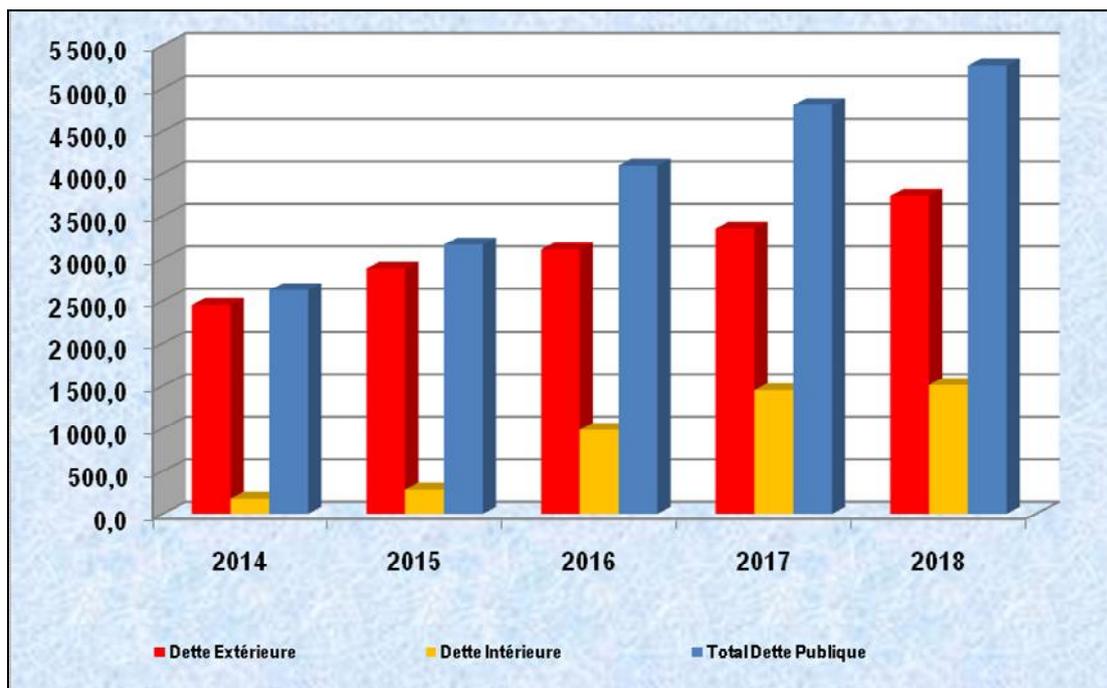
La dette bilatérale s'est située à 699,1 milliards de francs CFA en moyenne, correspondant à 22,5% du stock de la dette extérieure. En comparaison à la période 2013-2017 où il était de 630,5 milliards de francs CFA, ce stock augmente de 10,9%. L'augmentation de l'encours des dettes contractées auprès des créanciers chinois et français justifie cette progression.

Le stock de la dette commerciale s'est établi à 555,7 milliards de francs CFA en moyenne et représente 17,9 % du total de l'encours extérieur contre 560,7 milliards de francs CFA entre 2013 et 2017, soit une baisse 0,9%. Cette situation découle principalement de la diminution des emprunts commerciaux contractés auprès des créanciers belges, espagnols et britanniques.

En définitive, la majeure partie de la dette bilatérale et commerciale sur la période 2014-2018 est contractée auprès de quatre (4) pays notamment la Chine, la France, l'Autriche et l'Espagne pour un montant moyen de 1051,0 milliards de francs CFA. Ces derniers représentent 83,8% du montant total de l'encours par pays. La Chine et la France demeurent les premiers créanciers du Gabon avec respectivement 45,7% et 22,1% de l'encours par pays, suivi de l'Autriche et de l'Espagne pour respectivement 9,1% et 6,8%.

Entre 2014 et 2018, la dette envers le marché financier international s'est située à 1206,3 milliards de francs CFA en moyenne et correspond à 38,8% du montant de l'encours extérieur contre et 1119,5 milliards de francs CFA sur la période précédente, soit un accroissement de 7,8%. Cette progression s'explique principalement par l'émission d'un Eurobond en 2017.

GRAPHIQUE N°3: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2014 A 2018
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.5.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2014 à 2018

D'un montant moyen de 881,9 milliards de FCFA entre 2014 à 2018, l'encours intérieur s'est accru 40,4% par rapport à son niveau de la période 2013-2017 où il était de 628,0 milliards de francs CFA. Cette hausse provient de l'augmentation des dettes bancaires, moratoires et celles contractés sur le marché financier régional. Le stock de la dette intérieure concentre en moyenne 22,1% du montant total de l'encours publique.

Evaluée à 400,3 milliards de francs CFA en moyenne sur la période 2014-2018, la dette bancaire progresse de 53,3% comparativement à la période antérieure où elle se situait en moyenne à 261,1 milliards de francs CFA. La consolidation des avances statutaires consenties au Trésor Public par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) explique cette augmentation de la dette bancaire. En outre, la dette bancaire représente 45,4 % du montant total de l'encours intérieur.

Sur la période 2014-2018, l'encours de la dette envers le marché financier régional s'est élevé à 257,2 milliards de francs CFA en moyenne et correspond à 29,2% du total de la dette intérieure. Il enregistre une croissance de 33,7% par rapport à son niveau de 2013-2017 qui était en moyenne de 192,3 milliards de francs CFA. Cette progression résulte de la présence accrue du Gabon sur le marché financier régional.

Le stock de la dette moratoire s'est chiffré en moyenne à 205,3 milliards de FCFA sur la période 2014-2018 et représente 23,3% du montant total de l'encours intérieur. Ce dernier connaît une augmentation moyenne de 33,3% comparativement à la période 2013-2017 où il se situait à 154,0 milliards de francs CFA. Cette hausse résulte principalement des conventions signées avec le Club de Libreville en 2018.

Situé à 19,1 milliards de francs CFA en moyenne sur la période sous revue, l'encours de la dette diverse décroît de 7,2% par rapport à son niveau de 2013-2017 qui était de 20,6 milliards de francs CFA. Par ailleurs, le stock de la dette diverse représente 2,2% de l'encours intérieur.

1.5.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2014 à 2018

Entre 2014 et 2018, le stock de la dette publique en devise est essentiellement composé de l'Euro et du Dollar américain. Ces deux monnaies concentrent en moyenne 67,7% du total de l'encours total. Elles enregistrent une diminution de 4,1 points par rapport à la période 2013-2017. En revanche, le stock de la dette publique en francs CFA s'accroît de 4,8% sur la période d'étude sous revue pour se situer à 25,1% en comparaison à son niveau de la période 2013-2017.

L'encours de la dette publique à taux de changes variables se situe à 49,6% du montant total de l'encours sur la période sous revue. Il enregistre une baisse de 3,8 points par rapport à son niveau entre 2013 et 2017 qui était de 53,4%. Le dollar américain qui représente 85,5% du stock total de l'encours de la dette à taux de change flottants, reste la monnaie dominante. Cette situation résulte du niveau appréciable des tirages en Dollar américain.

La dette publique à taux de changes fixes représente 50,4% du total de l'encours. Les parts de l'Euro et du Francs entre les deux périodes évoluent de manière contrastées. En effet, la part de l'Euro connaît une régression de 6,3 points en passant de 56,5% à 50,2% du total de l'encours à taux de change fixe et la part du Franc CFA qui passe de 43,5% à 49,8% du stock de la dette à taux de change fixe, croît de 6,3 points. Ce résultat s'explique d'une part par le niveau relativement important des remboursements effectués en Euro et d'autre part, de la hausse des engagements contractés en Franc CFA.

Entre 2014 et 2018, la maturité moyenne du portefeuille de la dette publique se situe à 8,8 ans et demeure stable par rapport à la période 2013-2017. Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique, il s'établit à 3,8% sur la période d'étude contre 4,3% sur la période précédente, soit une appréciation de 50,0 points de base du fait de la baisse généralisée des taux d'intérêts sur les marchés financiers internationaux en 2017.

1.6. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2014 à 2018

Entre 2014 et 2018, les indicateurs de viabilité de la dette publique se sont davantage dégradés comparé à la période 2013-2017. En effet, le taux d'endettement moyen s'est établi à 45,5%, la pression du service sur les recettes budgétaires à 31,9% et les intérêts rapportés aux recettes budgétaires à 9,0%.

1.7. Évolution du taux d'endettement public de 2014 à 2018

Le taux d'endettement public augmente pour s'établir à 45,5% en moyenne soit de 5,8 points au dessus de son niveau de la période 2013-2017 où il était de 39,7%. Ce résultat s'explique par l'accélération plus rapide de l'encours par rapport au PIB entre les deux périodes.

Sur la période 2014-2018, le ratio d'endettement extérieur se situe en moyenne à 35,5% contre 32,4% sur la période précédente, ce qui représente une hausse de 3,1 points. En ce qui concerne le taux d'endettement intérieur, il croit de 2,7 points pour passer de 6,3% entre 2013 et 2017 à 9,0% sur la période sous revue.

1.7.1. Évolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2014 à 2018

La pression du service sur les recettes budgétaires s'est accrue de 2,4 points sur la période 2014-2018 comparativement à la période précédente où elle s'établissait à 29,5%.

Le service extérieur rapporté aux recettes budgétaires s'établit en moyenne à 20,0%, ce qui représente une baisse de 0,8 point par rapport à la période 2013-2017 où il se situait à 20,9%. Pour ce qui est du ratio du service intérieur, il croit de 3,0 points passant de 8,7% à 11,9%.

La charge de la dette rapportée aux recettes budgétaires est en hausse de 1,5 point soit 9,0% comparé à son niveau entre 2013 et 2017, qui était de 7,5%. Comme pour la période antérieure, cette situation se justifie par la baisse des recettes budgétaires et l'accroissement des intérêts de la dette.

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2019

L'objectif de cette partie est d'établir une comparaison des prévisions contenues dans la stratégie d'endettement public aux réalisations de l'année 2019 des plafonds des nouveaux engagements, des ressources mobilisées au niveau extérieur et intérieur et des termes de ces financements.

La stratégie d'endettement public 2019 fixait un plafond de nouveaux engagements à 560,0 milliards de francs CFA, soit 6,0% du Produit Intérieur Brut. Ces nouveaux engagements seraient composés de 440,0 milliards de francs CFA de financements extérieurs et de 120,0 milliards de francs CFA d'emprunts intérieurs, soit respectivement 78,6% et 21,4% du total des nouveaux engagements. Ces ressources seraient orientées au soutien de l'investissement et au refinancement de la dette publique en vue de créer des marges permettant de relancer la croissance économique nationale et de favoriser l'amélioration des ratios d'endettement à moyen terme.

Les nouveaux emprunts bilatéraux auraient une maturité comprise entre 15,0 et 18,0 ans pour un délai de grâce d'au moins 3,0 ans. Les engagements multilatéraux pour leur part, auraient une durée de remboursement allant de 17 à 20 ans avec un différé d'au moins 5,0 ans. Pour ce qui est des engagements commerciaux, la maturité des crédits fournisseurs serait de 2,0 ans et celle des crédits acheteurs de 10,0 ans pour un différé commun de 3,0 ans. Quant aux financements obtenus sur le marché financier international, ils ressortiraient avec une maturité de 10,0 ans in fine.

Concernant les emprunts intérieurs, le marché des titres publics à souscription libre organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) mobiliserait des fonds avec une durée de remboursement comprise entre 2,0 et 5,0 ans remboursable in fine. Quand aux fonds levés sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC), ils auront une maturité comprise entre 5,0 et 7,0 ans amortissable annuellement.

Les tirages prévisionnels sur financements extérieurs et intérieurs se chiffraient en 2019 à 710,0 milliards de francs CFA dont 94,4% seraient affectés aux secteurs de la Route, de l'Education et Formation Professionnelle, des Télécommunications, du Bâtiment et Travaux Publics, des Transports et enfin de l'Economie et Finances. Les 5,6% restants bénéficieraient aux autres secteurs.

Pour se couvrir contre le risque de refinancement, la stratégie d'endettement 2019 prévoyait que les dettes commerciales ne dépasseraient pas 25,0% des nouveaux engagements extérieurs hors emprunt obligataire international. Concernant la maîtrise du risque du taux d'intérêt, la part des nouveaux engagements à taux d'intérêt variable ne serait pas supérieure à 25,0% du total des nouvelles signatures extérieures.

Les indicateurs de viabilité de la dette publique en 2019 s'établiraient à 53,7% pour le taux d'endettement et 34,8% pour ce qui est de la pression du service sur les recettes budgétaires. Ils se situeraient au -dessus des seuils stratégiques arrêtés respectivement à 35,0% et 25,0% par les autorités nationales.

2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2019

Il s'agit ici de présenter pour l'année 2019, les montants des nouveaux emprunts et des décaissements sur financements extérieurs et intérieurs d'une part, et leur affectation d'autre part.

2.1.1. Nouveaux engagements en 2019

2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2019

A fin 2019, le montant des nouveaux engagements s'élève à 496,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 560,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 88,7%. Le montant des nouvelles conventions extérieures se chiffre à 224,1 milliards de francs CFA pour une prévision de 440,0 milliards de franc CFA, soit un taux de réalisation de 50,9%. Les nouveaux engagements intérieurs, quant à eux, s'établissent à 272,8 milliards de francs CFA contre 120,0 milliards de francs CFA prévus, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 227,4%. De plus, le montant total des nouveaux engagements rapporté au PIB s'est situé à 5,0% non loin du seuil prévisionnel fixé dans la stratégie.

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Montant	% du PIB
Emprunts Extérieurs	224,1	2,2
Bilatéral	0,0	0,0
Multilatéral	196,0	2,0
Commercial	28,1	0,3
Marché Financier International	0,0	0,0
Emprunts Intérieurs	272,8	2,7
Bancaire	0,0	0,0
Marché Financier Régional	272,8	2,7
Total Nouveaux Engagements	496,9	5,0

Les nouveaux engagements régressent de 5,1% en 2019 par rapport à l'année précédente où ils se situaient à 523,8 milliards de francs CFA. Cette baisse découle de la diminution des prêts signés auprès des partenaires multilatéraux, notamment par la baisse des appuis budgétaires du fait de l'aboutissement du programme triennal avec le FMI.

2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2019

En 2019, les nouveaux emprunts ont été contractés à hauteur de 45,1% auprès des créanciers extérieurs et pour 54,9% auprès des créanciers intérieurs. Ces financements ont été orientés vers les prêts-projets pour 21,9% et aux opérations d'équilibre budgétaire pour 78,1%.

2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs et intérieurs

Les nouveaux engagements extérieurs et intérieurs ont été signés respectivement à hauteur de 224,1 et 272,8 milliards de francs CFA.

Pour ce qui est des nouvelles signatures extérieures, elles ont été contractées auprès des créanciers commerciaux pour un montant de 28,1 milliards de francs CFA et multilatéraux pour 196,0 milliards de francs CFA soit respectivement 12,6%, et 87,4% du total des nouveaux emprunts. Les engagements commerciaux ont été signés avec la Banco Santander(BS) et UK Export Finance (UKEF). Ils concernent les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics pour la Conception et la Réalisation des Travaux d'Aménagement et les conditions de circulation de la ville de Libreville. Les emprunts contractés auprès des bailleurs multilatéraux, quant à eux, ont été conclus auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque Mondiale (BIRD) et du Fonds International pour le Développement de l'Agriculture(FIDA). Ces conventions ont été signées au profit du secteur de l'Eau pour le Programme Intégré pour l'Alimentation en Eau Potable et l'Assainissement de Libreville (PAIEPAL 2), du secteur Agricole pour le Projet de Développement Agricole (PEDAR) et du secteur Economie et Finances principalement pour les opérations d'équilibre budgétaire.

Les nouveaux emprunts intérieurs, obtenus exclusivement sur le marché financier régional, se situent à 272,8 milliards de francs CFA et ont été destinés aux opérations d'équilibre budgétaire.

2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2019

2.1.2.1. Montant des décaissements en 2019

En 2019, les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se chiffrent à 682,0 milliards de francs CFA contre 803,0 milliards de francs CFA prévus, soit un taux de réalisation de 84,9%.

Concernant les décaissements sur financements extérieurs, ils s'établissent à 409,2 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 59,9% par rapport à la prévision qui était de 683,0 milliards de francs CFA. Ce résultat s'explique par une contre-performance des tirages multilatéraux, bilatéraux et commerciaux. Ainsi les tirages sur financements extérieurs décroissent de 86,1 milliards de francs CFA en 2019 par rapport à 2018 où ils se chiffraient à 495,3 milliards de francs CFA.

Les décaissements sur emprunts bilatéraux s'élèvent à 124,3 milliards de francs CFA en 2019 contre une prévision de 132,6 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 93,7%. Ces tirages sont effectués auprès créanciers français et chinois. Concernant les partenaires français, les tirages ont concernés la réhabilitation du Transgabonais, la construction de salle de classe et le renforcement des structures sanitaires. Quant aux partenaires chinois, les décaissements portaient sur le projet de construction de trois salles de classe et la route Port-Gentil-Ombooué et la construction du Palais de Sport.

Les décaissements effectués auprès des partenaires multilatéraux se sont chiffrés à 277,3 milliards de francs CFA contre 524,7 milliards de francs CFA prévus, soit un taux d'exécution de 52,8%. Cette contreperformance découle de l'absence des tirages relatifs aux projets des bassins versants, de la diversification de l'économie gabonaise, le programme de développement des infrastructures et le projet de développement agricole.

Les décaissements effectués auprès des créanciers commerciaux s'établissent à 7,6 milliards de francs CFA contre 25,7 milliards de francs CFA prévus, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 29,8%. Cette situation s'explique par l'absence des décaissements prévus sur les projets de réhabilitation et d'aménagement des voiries de Libreville, et le projet de sécurité 3.

Ainsi, les tirages sur financement extérieurs en 2019 ont principalement été réalisés auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux à hauteur de 67,8% et 30,4%. Le reste des tirages, soit 1,9%, a été réalisé auprès des créanciers commerciaux.

TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2019

En Milliards de Francs CFA

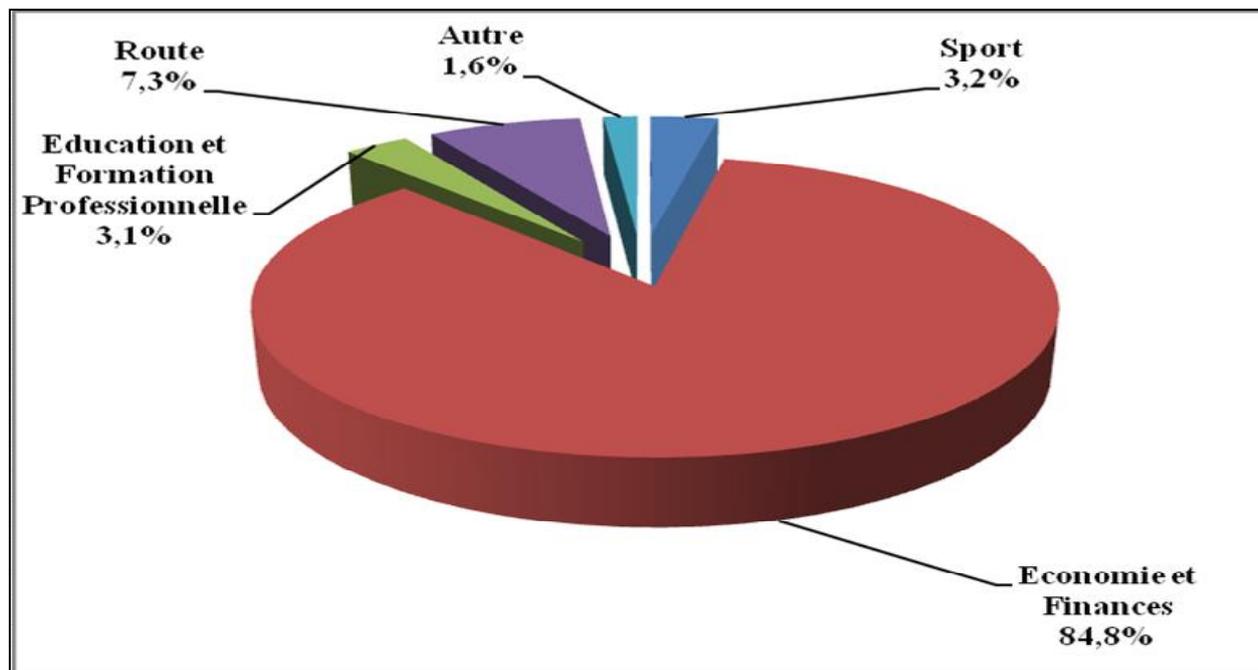
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Emprunt Extérieur	683,0	409,2	-273,8
Bilatéral	132,6	124,3	-8,3
Multilatéral	524,7	277,3	-247,4
Commercial	25,7	7,6	-18,1
Marché Financier International	0,0	0,0	0,0
Emprunt Intérieur	120,0	272,8	152,8
Bancaire	0,0	0,0	0,0
Marché Financier Régional	120,0	272,8	152,8
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	803,0	682,0	-121,0

S'agissant des décaissements sur les emprunts intérieurs, ils se situent à 272,8 milliards de francs CFA pour une prévision de 120,0 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 227,4%. Cette importante mobilisation de fonds s'explique par la forte attraction des titres publics de l'Etat gabonais sur le marché financier régional. En comparaison à l'année 2018 où ils étaient de 110,7 milliards de francs CFA, les tirages sur financements intérieurs progressent de 162,1 milliard de francs CFA.

2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2019

En 2019, les tirages sur financements extérieurs et intérieurs ont été affectés pour 26,0% aux prêts-projets et 74,0% aux prêts programme contre des prévisions établies respectivement à 22,9% et 77,1%.

**GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2019
(EN POURCENTAGE)**



2.1.2.3. Décaissements sur prêt-projets

D'un montant 106,2 milliards de francs CFA, les décaissements sur prêts-projets sont orientés vers la matérialisation de seize (16) projets contre vingt-trois (23) inscrits dans la loi des finances 2019. Ces ressources ont permis de financer les projets relatifs à la construction de la route Port-Gentil Ombooué, au développement de la statistique, au projet d'appui à l'employabilité des jeunes, à la construction de trois (3) centres de formation professionnelle, à l'appui à l'employabilité des jeunes, au développement des services de bases en milieux ruraux, aux programmes E-Gabon, à la réhabilitation du Transgabonais, au renforcement des structures sanitaires, à la construction de salles de classe, à la conception et la construction du palais des sports, à la conception et la réalisation des travaux routiers, à la poursuite des travaux de la dorsale communication et à la promotion de l'investissement et de la compétitivité.

En outre, certains projets tels que l'aménagement de la route PK5-PK12 et le programme alimentation en eau non prévus initialement ont toutefois bénéficiés de décaissements.

Par ailleurs, les décaissements effectués en 2019 concernent les huit (8) secteurs d'activités suivants: l'Eau et de l'Electricité, la Route, l'Education et Formation

Professionnelle, la Communication et Télécommunication, le Transport, le Sport, la Santé et l'Economie et Finances.

Pour le secteur Economie et Finances, les financements se sont établis à 578,2 milliards de francs CFA contre une prévision de 630,7 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 91,7%. Cette situation découle de la faible mobilisation des prêts programme relatif aux appuis budgétaires.

Estimé à 54,7 milliards de francs CFA, le secteur de la Route a bénéficié des décaissements à hauteur de 49,6 milliards de francs CFA, ce qui correspond un taux d'exécution de 90,7%. Cette situation est due à l'accélération des travaux de la route Port-Gentil-Ombooué et l'axe PK5-PK12.

Concernant le secteur Education et Formation Professionnelle, les décaissements se chiffrent à 21,2 milliards de francs CFA contre 19,2 milliards de francs CFA prévus, ce qui représente un taux de réalisation de 110,2%. Cette hausse résulte d'une mobilisation plus accrue des financements au profit du projet relatif à la construction de trois (3) centres de formation professionnelle et à celui lié à l'appui à l'employabilité des jeunes.

Prévus à 5,9 milliards de francs CFA, le secteur du Sport a bénéficié des décaissements à hauteur de 22,0 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 370,0%. Ce résultat s'explique essentiellement par le montant important des décaissements alloués au profit du projet de financement de construction du Palais des sports.

Les décaissements exécutés à fin décembre 2019 au profit des secteurs du Transport, de l'Eau et de l'Electricité, de la Santé et de la Communication et Télécommunication s'élèvent globalement à 11,0 milliards de francs CFA contre une prévision de 28,5 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 38,6%. Cette contre-performance résulte de la faiblesse des décaissements effectués en faveur des secteurs du Transport et celui de la Communication et Télécommunication.

2.1.2.4. Décaissements sur emprunts d'équilibre

Au 31 décembre 2019, le montant des décaissements sur emprunts d'équilibre atteint 575,8 milliards de francs CFA, pour un objectif prévisionnel de 619,4 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 93,0%. Ce niveau de mobilisation résulte d'une part des faibles décaissements effectués sur les prêts programme notamment ceux réalisés auprès de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International et d'autre part de l'absence des décaissements auprès d'Eximbank Afrique.

2.2. Conditions d'emprunt en 2019

Les conditions d'emprunt traitent essentiellement de l'exécution des orientations de la stratégie d'endettement public 2019 en matière de composition de devises, de maturités, de différés et de taux d'intérêt.

2.2.1. Nouveaux engagements en 2019

2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2019

En 2019, les nouveaux emprunts qui s'établissent à 496,9 milliards de francs CFA ont été signés principalement en Euro et en Franc CFA.

Sur une prévision de 240,0 milliards de francs, les nouveaux engagements en Euro ont été contractés à hauteur de 224,1 milliards de francs CFA et représentent 45,1% l'ensemble des nouvelles signatures, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 93,4%. Ce résultat découle essentiellement de la forte mobilisation des ressources auprès de la BAD pour 77,0 milliards de francs CFA, de la BIRD pour 115,4 milliards de francs CFA, du FIDA pour 3,6 milliards de FCFA, de la Banco Santander pour 17,7 milliards de FCFA et d' UKEF pour 10,4 milliards de FCFA.

Les prêts libellés en Franc CFA se chiffrent à 272,8 milliards contre 120,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 227,4%. Cette situation résulte exclusivement des mobilisations importantes des emprunts contractés auprès du marché régional. En outre, la part du Franc CFA représenté 54,9% du montant total des nouveaux engagements.

Toutefois, en 2019, aucune signature n'a été enregistré en Dollar américain et ce malgré la prévision de 200,0 milliards de francs CFA.

En définitive, en 2019 les nouveaux emprunts ont été conclus à taux de change fixe pour un montant de 496,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 560,0 milliards de francs CFA et représentent la majorité des nouvelles signatures. Cette situation s'explique par la nécessité d'atténuer la vulnérabilité du portefeuille à la volatilité du Dollar américain.

2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2019

En 2019, les termes des nouveaux emprunts signés présentent deux situations contrastées. Pour ce qui est de la maturité moyenne, elle ressort avec 10,1 ans, qui se situe en deçà de la prévision de 11,8 ans. Ce résultat découle essentiellement des conditions défavorables obtenues auprès des créanciers intérieurs et de l'absence de nouveaux engagements bilatéraux. Le différé moyen, quant à lui, s'établit à 2,9 ans contre une prévision de 2,6 ans. Cette appréciation résulte des conditions favorables obtenues sur toutes les catégories de dette.

La maturité et le délai de grâce moyens des nouveaux engagements extérieurs se situent respectivement à 19,1 ans et 4,7 ans contre 13,7 ans et 3,0 ans prévus. Cette performance découle des conditions favorables obtenues auprès des partenaires multilatéraux et commerciaux.

Prévus à 4,8 ans et 1,3 an, la maturité et le différé moyens des nouveaux emprunts intérieurs se sont situés respectivement à 2,8 ans et 1,4 an. Cette contreperformance résulte des conditions d'emprunts moins favorables obtenues sur le marché financier régional.

Comparativement à leurs niveaux de 2018 où ils étaient respectivement de 9,9 ans et de 2,7 ans, la maturité et le délai de grâce moyens des nouveaux engagements croissent de 0,2 an en 2019.

TABLEAU N°5 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2019

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	13,7	3,0	- de 5,0%	19,1	4,7	0,8
Bilatéral	16,5	3,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Multilatéral	18,5	5,0	- de 5,0%	20,0	5,0	0,9
Commercial	6,0	1,0	- de 5,0%	13,0	3,0	0,5
Marché Financier International	0,0	0,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Emprunt Intérieur	4,8	1,3	- de 5,0%	2,8	1,4	4,3
Marché Financier Régional	4,8	1,3	- de 5,0%	2,8	1,4	4,3
Ensemble	11,8	2,6	- de 5,0%	10,1	2,9	2,8

2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2019

Le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts qui s'est fixé à 2,8%, est conforme à la prévision de moins de 5,0% contenue dans la stratégie d'endettement public. Il enregistre une baisse de 120,0 points de base par rapport à l'année 2018 où il se situait à 3,6%. Cette amélioration des conditions d'emprunt est due à la baisse des taux d'intérêt sur les emprunts commerciaux, multilatéraux et ceux relatifs au marché financier régional.

Le taux d'intérêt moyen des nouveaux engagements extérieurs s'est établi à 0,8%. Comparé à l'année 2018 où il était de 2,8%, ce taux régresse de 200,0 points de base suite aux conditions favorables obtenues sur les emprunts commerciaux et multilatéraux.

En ce qui concerne le taux d'intérêt moyen des nouvelles signatures intérieures, il est ressortit à 4,3%, soit une baisse de 250,0 points de base comparativement à l'année précédente où il était de 6,8% du fait de l'introduction d'un instrument à 5,0 ans in fine.

2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2019

Les nouveaux engagements contractés à taux fixe représentent 55,6% du montant total des nouvelles signatures contre une prévision de 75,0%. S'agissant des emprunts à taux d'intérêt variable, ils concentrent 44,4% de l'ensemble des nouvelles signatures contre 25,0% prévus. Le portefeuille des nouveaux engagements est exposé au risque de taux d'intérêt.

Pour ce qui est du risque de change, il est maîtrisé. En effet, l'ensemble des nouveaux engagements a été signé à taux de change fixe.

Le risque de refinancement reste lui aussi maîtrisé car la part des emprunts commerciaux représente 12,6% de l'ensemble des nouveaux prêts extérieurs hors emprunts obligataires. Cette situation est conforme à la stratégie d'endettement public qui préconisait que les nouveaux emprunts commerciaux n'excèdent pas le seuil de 25,0% du total des emprunts extérieurs.

En somme, les recommandations de la stratégie d'endettement public en matière de portefeuille de nouveaux emprunts ont été respectées dans l'ensemble. Pour ce qui est de la couverture des risques, seul le risque de taux d'intérêt n'a pas été maîtrisé.

2.2.2.1. Décaissements en devises en 2019

Les tirages sur les prêts extérieurs et intérieurs s'établissent à 682,0 milliards de francs CFA. Ces tirages ont été effectués principalement en Franc CFA, en Euro et en Droits de tirage Spéciaux (DTS) avec respectivement 41,0%, 38,0% et 10,7% du total des tirages. Ces monnaies concentrent ainsi 89,7% de l'ensemble des décaissements. S'agissant des tirages effectués à taux de change variable, ils représentent moins du tiers du montant total des décaissements.

La part des décaissements en Dollar Américain et en DTS décroissent respectivement de 7,0 points et de 8,1 points de pourcentage par rapport au niveau de l'année précédente où ils se fixaient respectivement à 16,3% et 18,8% du total des tirages extérieur et intérieur. Par ailleurs, le poids des tirages en Franc CFA augmente de 20,4 points de pourcentage en comparaison à l'année 2018 où il se situait à 20,6%. Aussi, les décaissements en Yuan Renminbi ont concentré 1,0% de l'ensemble des tirages.

2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2019

La durée de remboursement moyen et le différé des tirages sur financements extérieurs et intérieurs s'établissent respectivement à 10,1 ans et 2,1 ans comparativement à l'année précédente où ils se situaient respectivement à 8,8 ans et 1,8 an. Cette amélioration provient de la hausse des termes des tirages extérieurs à l'exception des emprunts bilatéraux et des tirages sur financements intérieurs.

La maturité moyenne des décaissements sur financements extérieurs est de 15,6 ans contre 10,3 ans en 2018. Le différé moyen des tirages sur financements extérieurs passe de 1,8 an en 2018 à 2,7 ans en 2019. Cette hausse résulte de l'augmentation des termes des tirages multilatéraux et commerciaux.

Les tirages sur emprunts bilatéraux ont une durée de remboursement et un délai de grâce moyen respectifs de 12,1 ans et 1,3 an contre 15,6 ans et 2,6 ans en 2018. La dépréciation de ces termes découle de la baisse des décaissements obtenus auprès de l'Agence Française de Développement (AFD), de la Bank of China et de la China Construction Bank Corporation.

La maturité et le différé des tirages sur emprunts multilatéraux s'établissent respectivement à 17,3 ans et 3,3 ans contre 7,6 ans et 1,4 an. Cette augmentation provient du rallongement du délai de remboursement et du différé des prêts consentis auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale.

Le délai de remboursement moyen des décaissements sur prêts commerciaux est de 11,9 ans en 2019 contre 4,7 ans en 2018. Quant à leur différé moyen, il s'établit à 2,4 ans comparativement à l'année précédente où aucun délai de grâce n'avait été obtenu. Cette augmentation se justifie par les conditions d'emprunts favorables obtenues auprès de la Banco Santander.

Pour ce qui est de la maturité des décaissements intérieurs, elle se situe à 1,9 an en 2019 contre 1,6 an l'année précédente. Les conditions favorables obtenues sur le marché régional expliquent ce résultat. En ce qui concerne le délai de grâce des décaissements sur emprunts extérieurs, il s'établit à 1,2 an en 2019 contre 1,6 an en 2018. Cette tendance s'explique par la concentration sur les instruments de maturité comprise entre 1 et 2 ans, ce en dépit de la mobilisation exceptionnelle d'un emprunt à 5 ans in fine.

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2019

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	15,6	2,7	1,4
Bilatéral	12,1	1,3	1,3
Multilatéral	17,3	3,3	1,5
Commercial	11,9	2,4	0,5
Emprunt Intérieur	1,9	1,2	3,0
Marché Financier Régional	1,9	1,2	3,0
Ensemble	10,1	2,1	2,1

2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2019

Le taux d'intérêt moyen des décaissements extérieurs et intérieurs s'établit à 2,1% en 2019. Comparativement à l'année précédente, ce taux demeure stable.

Les tirages sur emprunts extérieurs ont un taux d'intérêt moyen de 1,4% contre 2,2% en 2018. Cette dépréciation est due à la baisse des taux d'intérêt sur les prêts bilatéraux, multilatéraux et commerciaux.

Pour ce qui est des tirages sur financements intérieurs, leur taux d'intérêt moyen est de 3,0% contre 5,3% en 2018. Cette baisse résulte de la forte mobilisation desdits financements sur les maturités courtes.

2.3 Indicateurs d'endettement public en 2019

Les principaux indicateurs d'endettement abordés dans cette partie sont le taux d'endettement, la pression du service sur les recettes budgétaires et le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires.

TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2019

<i>En Pourcentage</i>			
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	50,4	53,7	-3,3
Service/Recettes budgétaires	39,8	34,8	-3,4
Intérêts/Recettes budgétaires	10,2	9,9	0,5

2.3.1. Taux d'endettement public en 2019

Le taux d'endettement public s'est établi à 53,7% en 2019. Il est en dessus de trois (3) points par rapport à la prévision de 50,4%. Comparé à l'année 2018 où il était de 56,1%, le taux d'endettement s'améliore de 2,4 points de pourcentage. Cette situation s'explique par la progression plus rapide du PIB par rapport au niveau de l'encours. En effet, le niveau de l'encours croît 1,7% en passant de 5257,6 milliards de francs CFA en 2018 à 5346,8 milliards

de francs CFA l'année suivante. Aussi, le taux de croissance s'établit à 6,3% en passant de 9366,1 milliards de francs CFA en 2018 à 9960,2 milliards de francs CFA en 2019.

2.3.2. Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2019

Initialement prévue à 39,8%, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires s'est fixée à 34,8%. Elle est conforme aux recommandations de la stratégie d'endettement public 2019. Toutefois, le service rapporté aux recettes budgétaires diminue légèrement de 1,1 point de pourcentage comparativement à l'année précédente où elle était de 35,9%. L'augmentation simultanée du service de la dette publique et des recettes budgétaires explique l'évolution de cet indicateur.

Le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires s'est situé à 9,9%, soit 0,3 point de pourcentage en dessous de la prévision de 10,2%. Cependant, comparativement à l'année 2018, la charge de la dette baisse de 2,4 points de pourcentage. Cette régression résulte d'une augmentation plus que proportionnelle des recettes budgétaires par rapport au service.

Globalement, à l'exception du ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires situé en dessous du seuil national de 10% pour l'année 2019, les autres indicateurs d'endettement ne sont pas conformes aux seuils nationaux arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement et 25,0% pour la pression du service.

3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2019

Estimé à 859,9 milliards de francs CFA, le service de la dette publique à fin décembre 2019 s'est soldé à 732,2 milliards de francs CFA, soit une baisse de 14,8% par rapport à la prévision. Ce service est en hausse de 131,0 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2018 où il était de 601,2 milliards de francs CFA. Cette situation se justifie par l'augmentation du service dû aux créanciers extérieurs et intérieurs

D'un montant de 405,9 milliards de francs CFA, le service extérieur dû représente 55,4% du service total dû. Il diminue de 112,7 milliards de francs CFA par rapport à la prévision arrêtée à 518,6 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêts sur les marchés financiers internationaux. Le service intérieur dû quant à lui se situe à 326,3 milliards de francs CFA, soit 44,6% du service total. Il est en baisse de 14,7 milliards de francs CFA par rapport de la prévision qui était de 341,0 milliards de francs CFA. Cette diminution provient principalement du recul du service dû pour la dette moratoire et le marché financier régional.

S'agissant des règlements de la dette publique en 2019, ils s'établissent à 793,3 milliards de francs CFA dont 726,6 milliards de francs CFA au titre de paiement sur les échéances courantes et de 66,7 milliards de francs CFA au titre des règlements sur échéances antérieures. Les paiements extérieurs et intérieurs sur échéances courantes se chiffrent respectivement à 400,4 milliards de francs CFA et 326,3 milliards de francs CFA. De plus, le paiement sur arriérés des échéances courantes et antérieures en 2019 s'élèvent à 64,7 milliards de francs CFA pour ce qui est du service extérieur et de 2,0 milliards de francs CFA pour ce le service intérieur.

TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Dettes Extérieures	264,3	141,6	405,9
Dettes Bilatérales	44,4	18,1	62,5
dont Club de Paris	5,0	0,1	5,1
Dettes Multilatérales	114,1	25,7	139,9
Dettes Commerciales	105,7	13,8	119,5
Marché Financier International	0,0	84,0	84,0
Dettes Intérieures	260,0	66,3	326,3
Bancaire	95,2	27,5	122,7
Divers	5,0	0,0	5,0
Moratoire	45,5	14,5	60,0
Marché Financier Régional	114,3	24,2	138,6
Total Service de la Dette Publique	524,3	207,9	732,2

3.1. Service de la dette publique extérieure en 2019

Le service public extérieur dû au titre de l'année 2019 se fixe à 405,9 milliards de francs CFA, soit 65,1% de principal et 34,9% d'intérêt. Ce service s'accroît de 97,3 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2018 où il était de 308,6 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par la hausse du service dû aux créanciers multilatéraux, commerciaux et du marché financier international

Concernant le service bilatéral, il se chiffre à 62,5 milliards de francs CFA dont 71,1% de principal et 28,9% d'intérêt. En comparaison avec l'année 2018, ce service est en baisse de 3,7 milliards de francs FCFA. Cette situation s'explique principalement par la diminution du service dû à l'Agence Française de Développement (AFD). En outre, le service de la dette bilatérale concentre 15,4% du total du service extérieur.

S'agissant du service multilatéral, il s'établit à 139,9 milliards de francs CFA dont 81,6% de principal et 18,4% d'intérêt et représente 34,5% du montant total du service extérieur. Ce service s'est accru de 86,5 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2018. Cet accroissement est lié à l'évolution du service dû à la Banque Africaine Export-Import (AFREXIMBANK), à la (BID) et à la Banque Africaine de Développement (BAD).

Quant au service commercial, il s'élève à 119,5 milliards de francs CFA dont 88,5% de principal et 11,5% d'intérêt et concentre 29,5% du service total extérieur dû. En comparaison à l'année 2018, ce service augmente de 11,2 milliards de francs CFA du fait de la hausse du service dû aux créanciers espagnols, suisses, français, belges et israéliens

Pour ce qui est du service dû envers le marché financier international, il augmente de 3,3 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de 2018 pour se situer à 84,0 milliards de francs CFA, soit 20,7% du service total extérieur. Il est constitué uniquement des intérêts.

Par ailleurs, les paiements courants au titre de la dette extérieure s'élèvent à 400,4 milliards de francs CFA dont 260,4 milliards de francs CFA au titre de principal et 139,9 milliards de francs CFA au titre d'intérêt. Ces paiements sont en hausse de 25,2% par rapport à leur niveau de 2018 qui était de 323,6 milliards de francs CFA. Les règlements effectués envers les créanciers bilatéraux, multilatéraux, commerciaux, et le marché financier international, se chiffrent respectivement à 62,5 milliards de francs CFA, 139,8 milliards de francs CFA, 114,0 et 84,0 milliards de francs CFA. Aucun arriéré n'a été enregistré en 2019, comparativement à l'année précédente où ils s'élevaient à 65,0 milliards de francs CFA.

3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2019

Au titre de principal, la dette extérieure due se situe à 264,3 milliards de francs CFA contre 175,0 milliards de francs CFA en 2018, soit une hausse de 51,0%. Les dettes bilatérales, multilatérales et commerciales concentrent respectivement 16,8% %, 43,2% et 40,0% du principal extérieur.

Le remboursement auprès des créanciers bilatéraux diminue de 3,2 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de 2018 pour s'établir 44,4 milliards de francs CFA. Cette situation résulte de la baisse du montant du principal dû aux partenaires allemands, français, japonais, américains, belges et koweïtiens. Par ailleurs, l'amortissement de la dette des pays membres du Club de Paris concentre 11,2% du principal dû aux partenaires bilatéraux.

En 2019, le paiement au titre du principal de la dette contractée auprès des partenaires multilatéraux se chiffre à 114,1 milliards de francs CFA contre 39,0 milliards de francs CFA l'année précédente, ce qui correspond à une augmentation de 75,2 milliards de francs CFA. Cette tendance haussière résulte principalement du prêt signé auprès d'AFREXIMBANK et représente 69,2% du montant total de l'amortissement dû aux créanciers multilatéraux.

Le principal dû aux créanciers commerciaux s'établit à 105,7 milliards de francs CFA en 2019. Il croit de 17,4 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de 2018 qui était de 88,3 milliards de francs CFA. Cette situation résulte de la hausse du principal dû auprès des partenaires suisses, chinois, allemands et israéliens. En outre, les crédits de type acheteurs concentrent 72,6% du principal dû au titre de la dette commerciale et les crédits de type fournisseurs 27,4%.

3.1.2. Charges de la dette publique extérieure en 2019

Les intérêts et les charges dus au titre de la dette publique extérieure en 2019, se situent à 141,6 milliards de francs CFA contre 133,6 milliards de francs CFA en 2018, soit un accroissement de 5,9%. Cette situation résulte principalement de l'augmentation des intérêts dus auprès des partenaires multilatéraux.

Les intérêts, commissions et frais relatifs à la dette bilatérale s'élèvent à 18,1 milliards de francs CFA correspondant ainsi à 12,8% du montant total des charges de la dette publique

extérieure. Ces charges demeurent relativement stables entre les deux années. La banque chinoise Export Import Bank à elle seule représente 76,8% du total des intérêts dus aux créanciers bilatéraux. S'agissant des intérêts dus au Club de Paris, ils se chiffrent à 0,4 milliard de francs CFA.

Comparativement à l'année 2018 où elles étaient de 14,5 milliards de francs CFA, les charges financières de la dette multilatérale s'élèvent à 25,7 milliards de francs CFA en 2019, soit 18,2% du montant total des intérêts dus aux partenaires extérieurs. Ces dernières enregistrent une hausse de 77,7%. Ce résultat se justifie par l'accroissement des intérêts dus auprès de la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale et AFREXIMBANK et représentent 99,3% du total des charges dus aux créanciers multilatéraux.

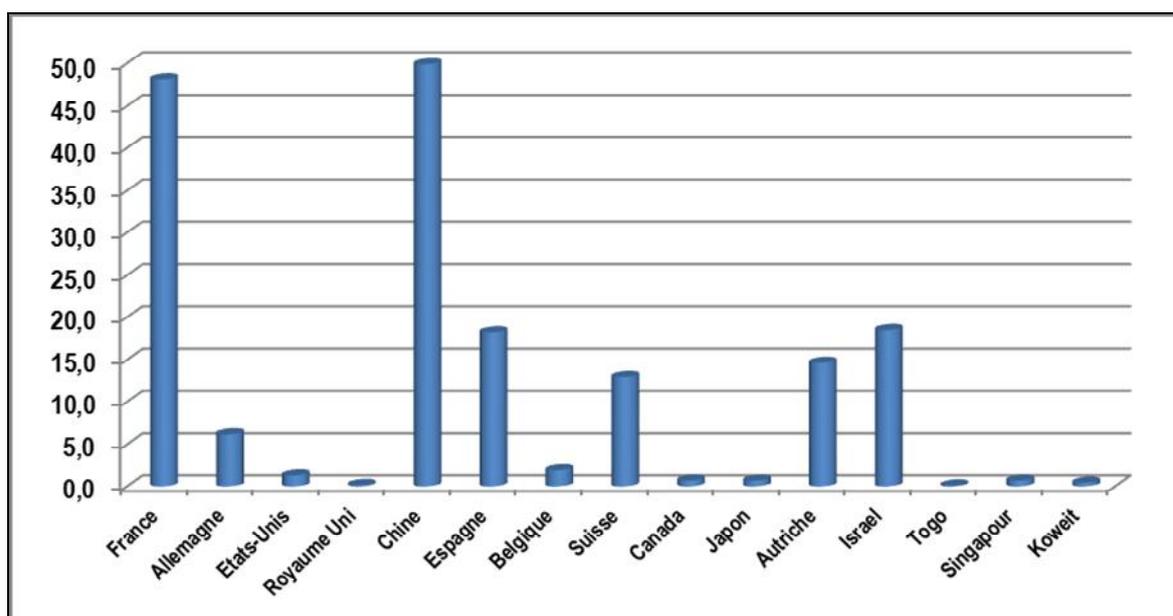
D'un montant de 19,9 milliards de francs CFA en 2018, les intérêts, commissions et frais dus au titre de la dette commerciale enregistrent une baisse de 6,2 milliards de francs CFA en 2019. En outre, ces derniers concentrent 9,7% de l'ensemble des charges extérieures. Ce résultat se justifie par la diminution des charges financières liées à la dette commerciale des partenaires belges, espagnols, français et israéliens.

Pour ce qui est du marché financier international, les intérêts dus s'établissent à 84,0 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à 59,3% du total des intérêts au titre de la dette extérieure. Ils connaissent une croissance de 3,3 milliards de francs CFA comparativement à leur niveau de 2018 qui était de 80,7 milliards de francs CFA. Cet accroissement s'explique par le paiement des intérêts dus au titre du marché financier international, notamment les obligations émises en 2013 et 2015 pour respectivement 55,5 milliards de francs CFA et 28,5 milliards de francs CFA.

3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2019

En 2019, le service dû au titre de la dette extérieure par pays se situe à 182,0 milliards de francs CFA contre 174,5 l'année précédente. Il est essentiellement composé de six (6) pays qui sont la Chine, la France, l'Autriche, la Suisse, l'Allemagne et Israël. Le service dû à ces derniers se chiffre à 178,5 milliards de francs CFA et concentre 98,1% de l'ensemble du service dû par pays. Par ailleurs, la part de ces pays représente respectivement 33,4%, 24,6%, 11,9%, 9,8%, 8,9% et 9,5%. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Belgique, le Canada, le Japon et le Maroc constituent la part restante, soit 1,9%.

**GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2019
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



En 2019, le service dû au titre de la dette extérieure se compose de neuf (9) monnaies à savoir: l'Euro (EUR), le Dollar américain (USD), le Yen (JPY), le Dinar Islamique (IDI), le Yuan Renminbi (CNY), le Droit des Tirages Spéciaux (DTS), le Dinar Koweïtien (KWD), le Franc Suisse (CHF) et le Franc CFA (XAF). En ce qui concerne le Franc CFA et l'Euro, ils concentrent respectivement 46,5% et 31,7% du total du service extérieur dû, correspondant ainsi à 78,3%. Quant aux autres monnaies, elles représentent globalement 21,7 % de l'ensemble du service extérieur en devise. Le service dû au titre des autres monnaies est constitué essentiellement du Dollar et du CNY avec respectivement 18,5% et 2,3% du total du service extérieur.

3.2. Service de la dette publique intérieure en 2019

Le service de la dette publique intérieure en 2019 s'établit à 326,3 milliards de francs CFA. Il est composé de 79,7% et de 20,3 % au titre de principal et d'intérêt. Ce service est en hausse de 33,7 milliards de francs CFA comparativement à son niveau de l'année antérieure qui était de 292,6 milliards de francs CFA. Ce résultat se justifie principalement par l'accroissement du service dû aux institutions bancaires et au marché financier régional.

En comparaison à son niveau de 2018 qui était de 86,2 milliards, le service dû aux banques locales enregistre une hausse de 36,5 milliards de francs CFA en se situant à 122,7 milliards de francs CFA en 2019. Cette augmentation découle de la hausse du service dû envers les banques locales. Le service dû envers les banques créancières de l'Etat concentre quant à lui 37,6% du total du service intérieur.

Le service dû sur la dette moratoire s'élève à 60,0 milliards de francs CFA en 2019. L'année précédente il s'est établissait à 91,8 milliards de francs CFA et décroît de 31,8

milliards de francs CFA. Ce recul provient de la diminution des créances de l'Etat envers ces fournisseurs. Le service dû sur la dette moratoire représente 18,4% de l'ensemble du service intérieur.

Pour ce qui est de la dette diverse, le service dû se chiffre à 5,0 milliards de francs CFA en 2019 contre 2,7 milliards de francs CFA en 2018. Il connaît une hausse de 2,3 milliards de francs CFA qui se justifie par la réduction de l'encours des reprises de passifs. Le service dû pour le compte de la dette diverse représente 1,5% du total du service intérieur.

Le service dû au titre du marché financier régional s'établit en 2019 à 138,6 milliards de francs CFA et augmente de 26,7 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année antérieure où il se situait à 111,9 milliards de francs CFA. Cette hausse se justifie par l'augmentation de l'encours des émissions obligataires. Le service dû au titre du marché financier régional représente 42,5% de l'ensemble du service intérieur.

Pour ce qui est des règlements intérieurs, ils se chiffrent à 328,3 milliards de francs CFA en 2019. Il connaît une hausse par rapport à son montant de l'année précédente où il se situait à 299,5 milliards de francs CFA. Les règlements effectués auprès des banques locales, au profit de la dette diverse, au bénéfice des fournisseurs et prestataires de l'Etat et auprès du marché financier régional s'élèvent respectivement à 122,7 milliards de francs CFA, 5,0 milliards de francs CFA, 60,0 milliards de francs CFA et 138,6 milliards de francs CFA.

Aucun arriéré de paiement n'est constaté sur la dette intérieure en 2019 contrairement à l'année précédente où ils se situaient à 7,2 milliards de francs CFA.

Globalement, le service dû de la dette publique intérieure en 2019 représente 79,7% de principal et 20,3% de charge d'intérêts.

3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2019

Le remboursement de la dette publique intérieure s'élève à 260,0 milliards de francs CFA. Il croît de 40,4 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année précédente qui était de 219,6 milliards de francs CFA.

Pour ce qui est du principal dû aux banques locales, il se chiffre à 95,2 milliards de francs CFA et représente 36,6% du total du principal intérieur. Quant au principal dû au titre de la dette diverse, il s'établit à 5,0 milliards de francs CFA et concentre 1,9 % du montant total du principal intérieur. Le principal dû au titre de la dette moratoire et auprès du marché financier régional s'élève respectivement à 45,5 milliards de francs CFA et 114,3 milliards de francs CFA. Ces derniers concentrent respectivement 17,5% et 44,0% de l'ensemble du principal intérieur.

3.2.2. Charges de la dette publique intérieure en 2019

Les intérêts dus de la dette publique intérieure s'établissent à 66,3 milliards de francs CFA en 2019 contre 73,0 milliards de francs CFA l'année précédente, soit une baisse de 6,7 milliards de francs CFA. Cette diminution résulte de la décaissement des encours des dettes bancaires et moratoires.

Les intérêts dus au titre de la dette bancaire, de la dette moratoire et auprès du marché financier régional se chiffrent respectivement à 27,5 milliards de francs CFA, à 14,5 milliards de francs CFA et à 24,2 milliards de francs CFA. Ils concentrent respectivement 41,5%, 21,9% et 36,6% de l'ensemble des intérêts intérieurs dus. Aucun intérêt n'a été enregistré sur la dette diverse.

3. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2019

A fin décembre 2019, l'encours de la dette publique se chiffre à 5346,8 milliards de francs CFA contre 5257,6 milliards de francs CFA en 2018, soit une augmentation de 1,7% du fait de l'accroissement de la dette extérieure.

Le stock de la dette extérieure s'élève à 3875,9 milliards de francs CFA contre 3744,0 milliards de francs CFA en 2018, soit une progression de 3,5%. Ce stock est constitué de 3848,4 de milliards de francs CFA de dette directe et 27,5 milliards de francs CFA de dette garantie. En outre, la dette extérieure représente 72,5% de l'encours total.

Quant à la dette intérieure, elle s'établit à 1470,9 milliards de francs CFA contre 1513,6 milliards de francs CFA en 2018, soit une baisse de 2,8 % et concentre 27,5% de l'encours total

TABLEAU N°9: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	3875,9
Dette Bilatérale	872,8
Dette Multilatérale	1399,9
Dette Commerciale	324,8
Marché Financier International	1278,4
Dettes Intérieures	1470,9
Bancaire	686,0
Divers	0,0
Moratoires	232,8
Marché Financier Régional	552,1
Total Encours de la Dette Publique	5346,8

3.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2019

La présente partie traite des évolutions de l'encours de la dette publique extérieure et intérieure.

3.1.1. Encours de la dette publique extérieure à fin 2019

En 2019, l'encours extérieur s'élève à 3875,9 milliards de francs CFA contre 3744,0 milliards de francs CFA en 2018, soit une évolution de 3,5%. Cet accroissement provient de l'augmentation des engagements multilatéraux, bilatéraux et ceux envers le marché financier international.

La dette bilatérale se situe à 872,8 milliards de francs CFA contre 804,6 milliards de francs CFA en 2018, soit un accroissement de 8,5% et représente 22,5% du montant total de l'encours extérieur. Cette situation résulte de l'accroissement des engagements envers la Chine

et l'Autriche pour la poursuite des travaux de la route Port-Gentil-Ombooué, la construction de trois (03) centres de formation et le soutien du Plan de Relance Economique (PRE). La dette détenue par les créanciers membres du Huitième Club de Paris (CP8) est apurée.

Le stock de la dette multilatérale s'élève à 1399,9 milliards de francs CFA contre 1215,5 milliards de francs CFA l'année précédente, ce qui correspond à hausse de 15,2%. Cet accroissement provient de l'augmentation des ressources obtenues auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Banque Islamique de Développement (BID), le Fonds Monétaire International (FMI) et Eximbank Afrique en vue de soutenir le PRE initié par les autorités gabonaises. Ces partenaires financiers représentent 99,4% du montant total de la dette multilatérale. De plus, la dette multilatérale concentre 36,1% de l'encours de la dette extérieure.

La dette commerciale se chiffre à 324,8 milliards de francs CFA contre 471,4 milliards de francs CFA en 2018, soit un recul de 31,1% et représente 8,4% du total de la dette extérieure. Ce repli s'explique par la baisse des engagements envers les créanciers autrichiens, français, belges, américains, britanniques, sud-africains, espagnols et israéliens qui représentent 62,6% du montant total de l'encours de la dette commerciale.

L'encours envers le marché financier international s'élève à 1278,4 milliards de francs CFA contre 1252,8 milliards de francs CFA en 2018, soit un accroissement de 2,0% et représente 33,0% du montant total de la dette extérieure. Cette évolution s'explique exclusivement par l'évolution des taux de change du Dollar américain.

3.1.2. Encours de la dette publique intérieure à fin 2019

La dette publique intérieure se chiffre à 1470,9 milliards de francs CFA. Comparativement à l'année 2018, elle diminue de 2,8% où elle était de 1513,6 milliards de francs CFA. Cette diminution s'explique par le recul des dettes bancaires, moratoires et diverses.

La dette envers le secteur bancaire local est de 686,0 milliards de francs contre 772,4 milliards de francs CFA en 2018, soit une diminution de 11,2% et représente 46,6% de l'encours total intérieur.

La dette moratoire s'élève à 232,8 milliards de francs CFA contre 340,6 milliards de francs CFA l'année précédente, soit une baisse de 31,7% et concentre 15,8% du montant total de l'encours intérieur.

L'encours de la dette envers le marché financier régional s'établit à 552,1 milliards de francs CFA et représente 37,5% du montant total de l'encours intérieur. Il évolue de 40,3% par rapport à 2018 où il était 393,6 milliards de francs CFA. Cette situation résulte des mobilisations plus importantes effectuées sur le marché financier régional des titres publics à souscription libre organisé par la BEAC.

Par ailleurs, on note un apurement de l'encours de la dette diverse en 2019

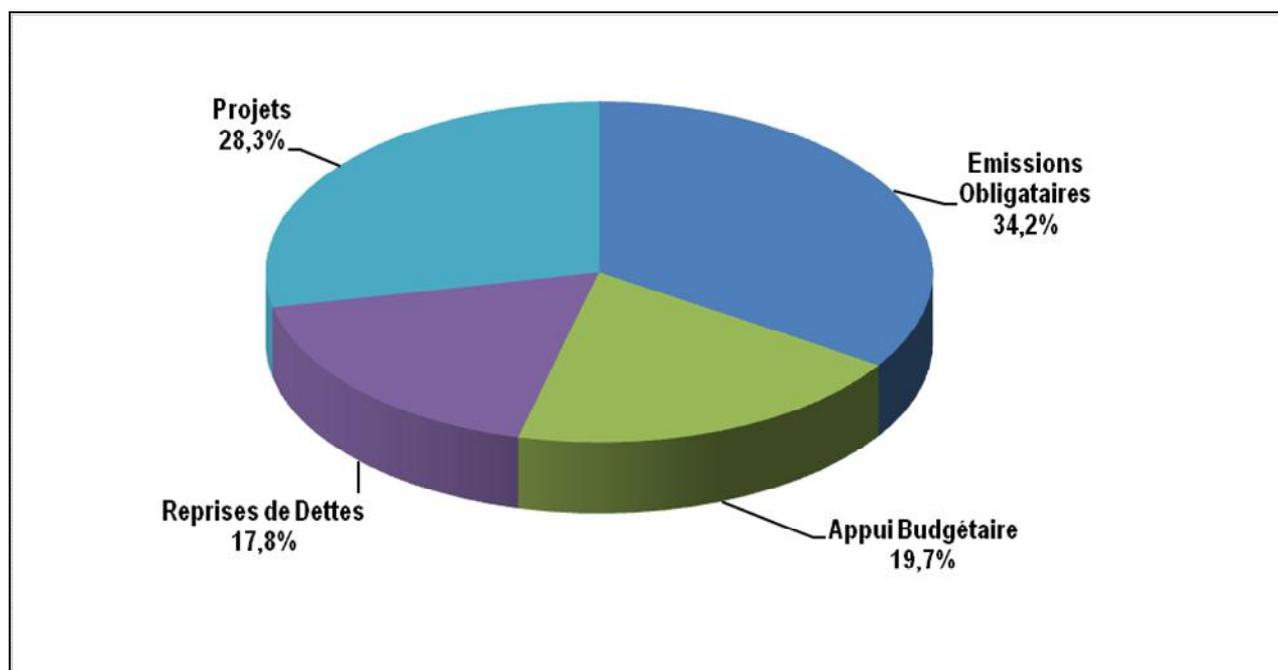
3.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2019

Au 31 décembre 2019, le stock de la dette publique par projets croît de 3,1% par rapport à son niveau de 2018 qui s'établissait à 1469,6 milliards de francs CFA.

Les opérations d'émissions d'emprunts obligataires, des appuis budgétaires et des reprises de dettes s'élèvent globalement à 3832,1 milliards de francs CFA et représente 71,7% du montant total de l'encours de la dette publique. Ces dernières croissent de 1,2% comparativement à leur niveau de 2018 qui était de 3787,9 milliards de francs CFA. Cette tendance haussière est due à une forte mobilisation des fonds relatifs aux émissions obligataires et des appuis budgétaires.

En ce qui concerne la part de l'encours par projets en 2019, elle enregistre une légère hausse de 0,3 points de pourcentage et représente 28,3% du montant global de l'encours. Cependant, pour ce qui est de la part relative aux émissions obligataires, aux appuis budgétaires et à la reprise de dettes, elle régresse de 0,3 points par rapport à son niveau de 2018 qui était de 72,0%.

**GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2019
(EN POURCENTAGE)**



3.2.1. Encours de la dette publique par projet à fin 2019

En 2019, le stock de la dette publique par projet croit de 3,1% par rapport à son niveau de 2018 qui se chiffrait à 1469,6 milliards de francs CFA. Il se compose de soixante-treize (73) projets repartis en quatorze (14) secteurs d'activités contre quatre-vingt (80) projets l'année précédente.

Les secteurs de la route, de l'électricité et des sports englobent 1063,1 milliards de francs CFA contre 1090,6 milliards de francs CFA en 2018. Ce dernier décroît de 2,5% et représente 70,2% du total de l'encours par projets. Ce résultat se justifie par la baisse du stock de la dette publique par projets des secteurs de l'électricité et des sports.

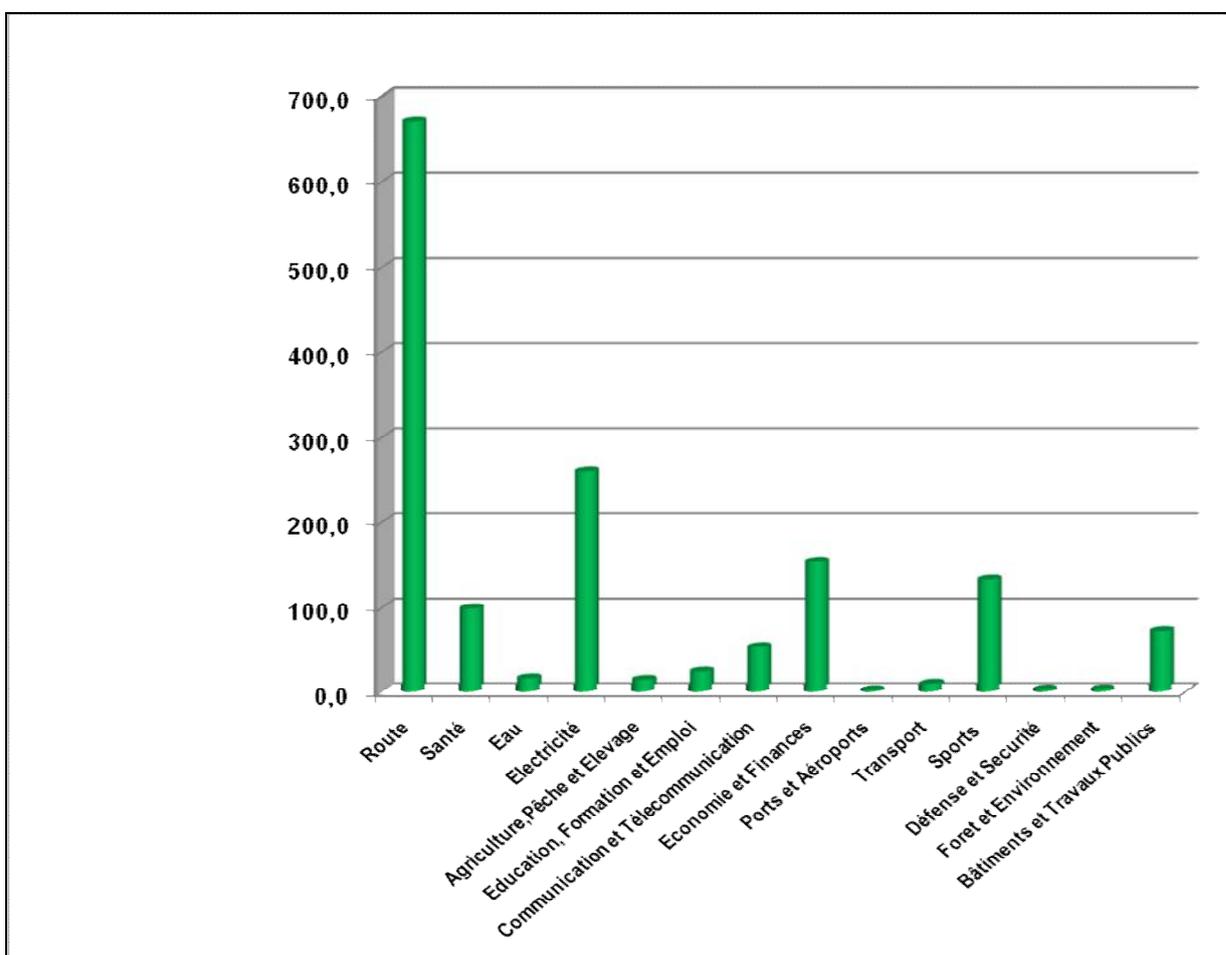
Le stock de la dette publique par projets relatif au secteur de la route s'élève à 670,8 milliards de francs CFA. Il est constitué de onze (11) projets dont les plus importants sont la route Port-Gentil-Ombooue et le pont sur l'Ogooué à Boué avec 54,1%, le programme routier phase I avec 13,2%, la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane avec 8,8% et l'aménagement de la route Ovan-Makokou avec 5,2% montant global lié au secteur de la route.

En 2019, le stock de la dette relatif au secteur de l'électricité s'établit à 260,1 milliards de francs CFA et comprend quatre (4) projets dont les significatifs sont le barrage Grand Poubara, le transport de l'énergie électrique et la centrale électrique d'Owendo avec respectivement 58,7%, 24,6% et 13,7% du total du stock dudit secteur.

Se chiffrant à 132,2 milliards de francs CFA, l'encours de la dette publique en faveur du secteur des sports englobe six (6) projets dont les principaux sont la construction du stade de Port-Gentil, celui d'Oyem et du Complexe Multisports Omar Bongo Ondimba avec respectivement 31,1%, 24,3% et 20,8% du montant total du stock du secteur des sports.

L'encours de la dette publique restant par projet s'élève à 451,7 milliards de francs CFA et représente 29,8% du total du stock par projets. Il comprend onze (11) secteurs repartis en cinquante-deux (52) projets dont les plus importants sont l'appui aux Politiques de Développement, la construction de Centres Hospitalier Universitaires et Universitaire Mère-Enfant, le Développement de la Dorsale de Télécommunication et l'aménagement des bassins versants.

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEUR A FIN 2019 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



3.2.2. Encours de la dette publique hors projets à fin 2019

En 2019, le stock de la dette publique hors projet se chiffre à 3832,1 milliards de francs CFA. Il est constitué d'émissions obligataires, des reprises de passifs et des appuis budgétaires avec respectivement 1830,5 milliards de francs, 950,4 milliards de francs CFA et 1051,1 milliards de francs CFA, soit 34,2%, 17,8% et 19,7 % du montant global de l'encours hors projets. En revanche, aucun encours de dette rééchelonnée n'a été enregistré en 2019.

L'encours relatif aux émissions obligataires internationales et régionales croit de 11,2 % en 2019 comparativement à son niveau de 2018 qui se situait à 1646,4 milliards francs CFA. Pour ce qui est du stock de la dette envers le marché financier international, il s'établit à 1278,4 milliards de francs CFA. Ce dernier est constitué des Eurobond 2024 et 2025 pour des montants respectifs de 869,0 milliards de francs CFA et 409,4 milliards de francs CFA. Quant à l'encours de la dette envers le marché financier régional, il se chiffre à 552,1 milliards de francs CFA et comprend 238,6 milliards de francs CFA d'obligations du Trésor assimilables (OTA) et 313,5 milliards de francs CFA d'obligations du Trésor (OT) amortissables à 5 ans.

Cependant, aucune dette rééchelonnée n'a été constatée en 2019 contrairement en 2018 où elle s'élevait 5,2 milliards de francs CFA.

Le montant de l'encours lié aux reprises de dette est de 950,4 milliards de francs CFA en 2019 et comprend les dettes moratoires, diverses et bancaires. Il diminue de 20,0% par rapport à son niveau de 2018 qui était de 1187,7 milliards de francs CFA.

Comparativement à l'année 2018 où il s'établissait à 948,6 milliards de francs CFA, le stock de la dette relatif aux appuis budgétaires augmente de 10,8% en 2019.

3.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2019

Le portefeuille de la dette publique en 2019, est majoritairement composé des monnaies à taux de changes fixes, des prêts à taux d'intérêts fixes et des maturités de moyen terme.

3.3.1. Encours de la dette publique par monnaie à fin 2019

L'encours de la dette publique à taux de change fixe en 2019 se chiffre à 3190,0 milliards de francs CFA. Il enregistre une hausse de 1,7% comparé à son niveau de l'année précédente qui était de 3149,8 milliards de francs CFA et concentre 59,7% du l'encours total. Le stock de la dette à taux de change variable s'élève à 2156,8 milliards de franc CFA et connaît une hausse de 2,3% par rapport à son niveau de 2018 où il était de 2107,7 milliards de francs CFA. La part de l'encours à taux de change flottants représente 40,3% du montant global de l'encours en 2019.

Le stock de la dette publique en Euro s'établit à 1355,5 milliards de francs CFA, soit 25,4% du total de l'encours à taux de changes fixes. L'encours de la dette en Francs CFA pour sa part, s'élève à 1834,5 milliards de francs CFA et concentre 34,5% du montant total de la dette à taux de change fixes. Il demeure ainsi la monnaie dominante pour ce qui est des monnaies à taux de change fixes du portefeuille de la dette publique en 2019. Ce résultat découle de la part importante des fonds mobilisés sur le marché financier régional.

TABLEAU N° 10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dollars Américains (USD)	1 875,6
Euros (EUR)	1 355,5
Dinars Kowétiens (KWD)	0,0
Yuans Remimbi (CNY)	200,4
Dinnars Islamiques (IDI)	79,8
Yens japonais (JPY)	0,0
Francs CFA (XAF)	1 834,5
Autres	1,1
Total Encours	5 346,8

L'encours de la dette à taux de change variables s'élève à 2156,8 milliards de francs CFA. Le Dollar américain, qui demeure la principale monnaie du stock de la dette à change flottants représente 87,0% du total dudit stock. Comparativement à l'année 2018, son poids est relativement stable. Quant au Yuan Renminbi, il vient en seconde position avec 9,3% du stock de la dette à taux de change variables et est suivi par le Dinar Islamique qui concentre 3,7 % du total de l'encours à taux de change variables. Tout comme le Dollar américain, la part de ces deux (2) monnaies est quasi identiques en 2018 et 2019. Le reste de l'encours à taux de change flottants représente 0,05% de l'encours à taux de change variable et est libellé en Droits des Tirages Spéciaux et en Franc Suisse.

Globalement, les monnaies dominantes du portefeuille de la dette publique restent le Dollar américain et l'Euro. Elles concentrent 60,4% du montant de l'encours total avec respectivement 35,1% et 25,4%. Le poids de ces deux monnaies est presque identique sur les deux (2) années. En effet, le Dollar américain enregistre une baisse de 0,1 point de pourcentage et l'Euro, une baisse de 0,2 point de pourcentage. Le Franc CFA pour sa part, est quasi stable. Il diminue de 0,3 point de pourcentage passant de 34,8% en 2018 à 34,5% en 2019. Le Yuan Renminbi, quant à lui est identique avec 3,7% du total du stock de la dette en 2018 et en 2019. Ainsi, le portefeuille de la dette publique en 2019, est principalement composé de ces quatre (4) monnaies, qui englobent 98,5% de l'encours par monnaies.

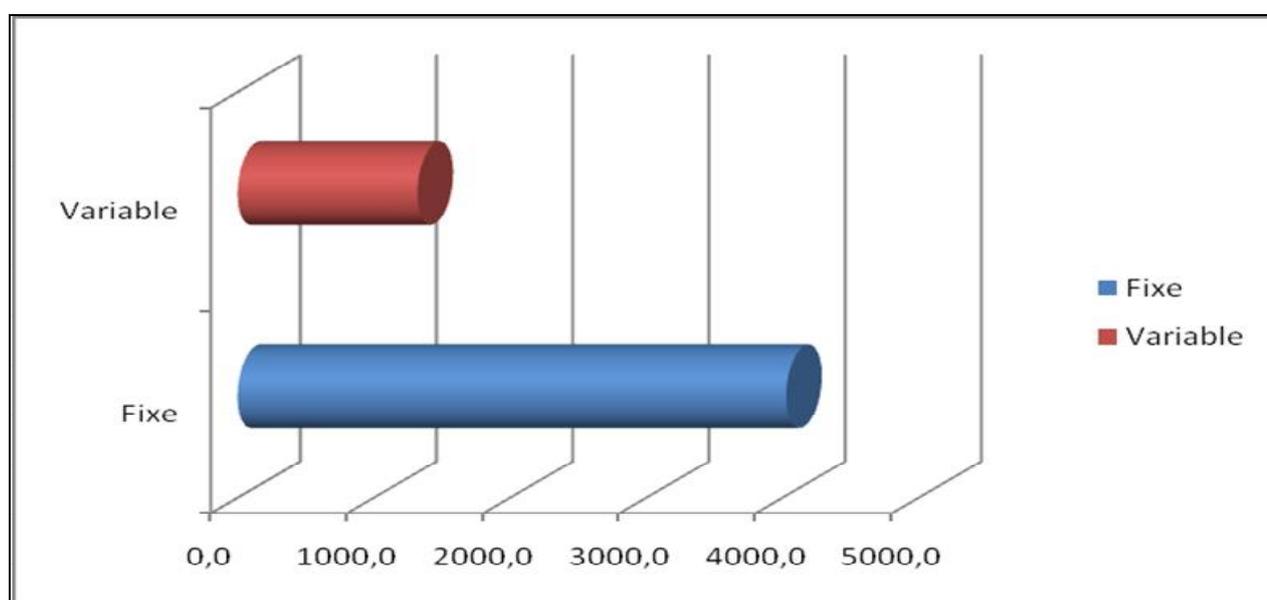
3.3.2. Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2019

A fin décembre 2019, l'encours de la dette publique est constitué de 4027,0 milliards de francs CFA d'engagements à taux d'intérêts fixes et de 1319,8 milliards de francs CFA d'emprunts à taux d'intérêts variables, soit respectivement 75,3% et 24,7% de l'encours total. Le stock de la dette à taux d'intérêt fixes croît de 4,9% par rapport à son niveau de 2018 qui était de 3839,3 milliards de francs CFA. En revanche, le montant des engagements à taux variables régresse de 6,9% comparé à l'année précédente où il se situait à 1418,2 milliards de francs CFA. Par ailleurs, pour l'année 2019, le taux d'intérêt moyen de l'encours de la dette publique s'est établi à 3,7%, soit 200,0 points de base en moins qu'en 2018.

En 2019, l'encours de la dette publique à taux d'intérêts flottants est majoritairement composé des emprunts contractés au taux d'intérêt Euribor pour un montant de 1159,1

milliards de francs CFA, soit 87,8% du stock de la dette à taux d'intérêt flottants. Les emprunts à taux d'intérêt Euribor six (6) mois se chiffrent à 1000,4 milliards de francs CFA et ceux à taux Euribor trois (3) mois à 158,7 milliards de francs CFA, soit respectivement 75,8% et 12,0% du montant total de l'encours à taux d'intérêts variables. Toutefois, une part moins importante de l'encours à taux de d'intérêts variables est constituée d'emprunts conclus à taux d'intérêt Libor et à dans d'autres taux d'intérêts. Le stock de la dette à taux d'intérêt Libor d'un montant de 156,8 milliards de francs CFA, soit 11,9% de l'encours de la dette publique à taux d'intérêt variables, est exclusivement composé d'emprunts signés au taux Libor six (6) mois. Par contre, l'encours de la publique constitué d'autres taux d'intérêts s'établit à 3,9 milliards de francs CFA et représente 0,3% de l'encours à taux d'intérêt flottants.

**GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2019
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



L'encours de la dette publique à taux d'intérêt zéro (0) se chiffre à 182,4 milliards de francs CFA et représente 3,4% du montant total de la dette publique à fin 2019. Cet encours est composé essentiellement des emprunts contractés auprès des créanciers chinois, autrichiens, des Emirats Arabes-Unis et de la Banque Islamique de Développement (BID) pour ce qui est de la dette extérieure. Pour ce qui est de la dette intérieure, les engagements comprennent les dettes diverses et une part des moratoires.

Le stock de la dette à taux d'intérêt compris entre 0,0% et 3,0% s'élève à 2415,9 milliards de francs CFA et correspond à 45,2% de l'encours de la dette publique. Il est constitué de dettes contractées majoritairement auprès des partenaires multilatéraux, bilatéraux et une partie des dettes commerciales en ce qui concerne la dette extérieure. Ce stock se compose exclusivement de la dette contractée auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) pour la dette intérieure,

L'encours des emprunts dont le taux d'intérêt est compris entre 3,0% et 6% se situe à 742,1 milliards de francs CFA, soit 13,9% de l'encours total. Il comprend principalement des dettes commerciales, bilatérale et multilatérale pour ce qui est de la dette extérieure. Il intègre

une partie des obligations émises sur le marché financier régional et la dette envers les créanciers membres du Club de Libreville pour ce qui est de la dette intérieure.

L'encours de la dette publique dont le taux d'intérêt est compris entre 6,0% et 10% se chiffre à 2006,4 milliards de francs CFA et représente 37,5% du stock global de la dette. Ce dernier est constitué des engagements envers le marché financier international et des créanciers multilatéraux pour ce qui concerne la dette extérieure. En outre, cet encours est composé des engagements envers le marché financier régional et des banques locales pour ce qui est de la dette intérieure.

TABLEAU N° 11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0%	182,4
0,0 à 3%	2415,9
3,0 à 6 %	742,1
6,0 à 10 %	2006,4
Total Encours de la Dette Publique	5346,8

3.3.3. Encours de la dette publique par maturité à fin 2019

En 2019, la maturité moyenne du portefeuille de la dette publique est de 8,7 ans avec 9,7 ans pour les emprunts extérieurs et 5,9 ans pour les engagements intérieurs. Elle s'apprécie de 0,2 an par rapport à l'année précédente où elle était à 8,5 ans. Cette progression découle de l'amélioration de la maturité moyenne de la dette extérieure notamment celle de la dette multilatérale.

La maturité moyenne de l'encours extérieur s'est établi à 9,7 ans et celle de l'encours intérieur à 5,9 ans. Celle du stock de la dette extérieure est essentiellement portée par les emprunts multilatéraux et bilatéraux dont les niveaux se situent respectivement à 13,1 ans et 12,6 ans. Les maturités moyennes des emprunts commerciaux et envers le marché financier international quant à eux, s'établissent à 5,6 ans et 5,1 ans. S'agissant de la dette intérieure, elle est majoritairement soutenue par la dette bancaire qui est de 9,0 ans. Celles de la dette moratoire et envers le marché financier régional se situent respectivement à 4,3 ans et 2,6 ans.

L'encours des emprunts dont les maturités moyennes sont comprises entre 0 et 5 ans se chiffre à 2185,9 milliards de francs CFA et représente 40,9% du montant global de l'encours. Il se compose essentiellement des emprunts bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et de l'Eurobond émis en 2013 pour ce qui est de la dette extérieure et des dettes bancaires, moratoires et envers le marché financier régional pour la dette intérieure.

L'encours des prêts ayant une maturité moyenne se situant entre 5,0 et 10 ans est de 997,2 milliards de francs CFA et correspond à 18,7% de l'encours total. Il est constitué exclusivement des engagements envers les créanciers extérieurs bilatéraux, multilatéraux et commerciaux et le marché financier international.

Le montant des emprunts dont la maturité moyenne est comprise entre 10,0 et 20 ans s'élève à 2160,0 milliards de francs CFA, soit 40,4% de l'encours total de la dette publique. Il comprend les dettes bilatérales et multilatérales pour la dette extérieure et de la dette envers la Banque des Etats de l'Afrique Centrale pour ce qui est de la dette intérieure.

L'encours des emprunts dont la maturité moyenne est supérieure à 20,0 ans s'établit à 3,7 milliards de francs CFA et représente 0,1% du montant global de la dette publique. Il s'agit essentiellement des emprunts bilatéraux et multilatéraux concessionnels.

TABLEAU N° 12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURETE RESTANTE A FIN 2019

	Montant
0 à 2 ans	396,2
2,0 à 5 ans	1789,7
5,0 à 10 ans	997,2
10,0 à 20ans	2160,0
Plus de 20,0 ans	3,7
Total Encours de la Dette Publique	5346,8

CONCLUSION

L'année 2019 marque la fin du Programme de Relance Economique (PRE) mis en place par le Gouvernement avec le soutien du Fonds Monétaire International (FMI) pour faire face aux affres de la crise économique entamée depuis 2014. Tout comme les deux premières années du Programme, 2019 consacre un niveau important de financement extérieurs et intérieurs afin de soutenir l'activité économique.

Ainsi en 2019, les nouvelles signatures se sont établies à 496,9 milliards de francs CFA, contre une prévision de 560,0 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 88,7%. Ces financements ont été affectés pour 21,9% aux prêts projets et pour 78,1% aux opérations d'équilibre budgétaire.

S'agissant des termes moyens des nouveaux engagements, la maturité moyenne s'est dépréciée de 1,7 an par rapport à sa prévision pour s'établir à 10,1 ans. En revanche, le délai de grâce s'est amélioré de 0,3 an par rapport à sa prévision pour se situer 2,9 ans. Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen, il s'est fixé à 2,8% conformément à la prévision contenue dans la stratégie d'endettement public 2019.

Dans le cadre de la gestion des risques, les nouveaux engagements ont tous été signés à taux de change fixe. Cependant, les nouveaux emprunts à taux d'intérêt fixe concentrent 55,6% du total des nouvelles signatures tandis que les emprunts à taux d'intérêts variable représentent 44,4% du total des nouveaux emprunts.

Les tirages sur financements extérieurs et intérieurs se sont situés à 682,0 milliards de francs CFA pour une prévision de 710,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 96,0%. Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se chiffrent respectivement à 409,2 milliards de francs CFA et 272,8 milliards de francs CFA. Ces ressources ont été orientées à hauteur de 15,6% aux prêts-projets et 84,4% pour l'équilibre budgétaire.

Concernant les indicateurs d'endettement public, ils se sont situés au dessus des seuils stratégiques nationaux; pour ce qui est du taux d'endettement et la pression du service sur les recettes budgétaires, soit respectivement 53,7% et 34,8%. En revanche, la charge de la dette sur les recettes budgétaires s'est établie à 9,9%, soit 0,1 point de pourcentage en deçà de son seuil stratégique national.

Le service dû de la dette publique au titre de l'année 2019 s'est chiffré à 732,2 milliards de francs CFA dont 524,3 milliards de francs CFA au titre du principal et 207,9 milliards de francs CFA au titre des intérêts. Il est constitué de 405,9 milliards de francs CFA de service extérieur dû, soit 55,4% du service total et de 326,3 milliards de francs CFA de service intérieur, soit 44,6% du service total

A fin décembre 2019, l'encours de la dette publique se chiffre à 5348,8 milliards de francs CFA dont 3875,9 milliards de francs CFA de dette extérieure et 1470,9 milliards de francs CFA de dette intérieure. L'encours de la dette publique à taux de change fixe et celui à taux de change variable représentent respectivement 59,6% et 40,4% du montant total de l'encours. Le stock de la dette publique à taux d'intérêt fixe concentre 75,3% total de l'encours et celui à taux d'intérêt variable englobe 24,7% de l'encours total.

Aussi, les termes moyens de l'encours total s'établissent à 8,7 ans pour la maturité, 1,4 an pour le délai de grâce et de 3,7% pour le taux d'intérêt moyen.

Le niveau des indicateurs d'endettement s'est légèrement apprécié comparativement à l'année 2018 mais demeure élevé et au dessus des seuils stratégiques. Aussi, il serait judicieux de continuer les efforts entrepris par le gouvernement afin de d'améliorer lesdits indicateurs. A cet effet, il serait nécessaire de desserrer le recours à l'emprunt afin de reconstituer des marges d'endettement.

ANNEXES

TABLEAU N°13 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PRETS PROGRAMMES EN 2019
En Milliards de Francs CFA

	Montant
Tirages Prêts Projets	106,2
Réhabilitation du Transgabonais	3,7
Renforcement structures sanitaires	0,6
Construction de salles de classe	1,1
Construction 3 centres de formation	12,8
Route POG/OMBOUE/BOOUE	35,0
Financement construction Palais des Sport	22,0
Conception réalisation Travaux Routiers	7,6
Renforcement des capacités employabilité des jeunes	0,8
Programme alimentation eau à LBV	0,2
Construction Route PK5-PK12	7,0
Dorsale de Communication	0,4
Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité	0,4
E- GABON	2,4
Programme de développement de la statistique au Gabon	2,0
Projet appui employabilité des jeunes	6,5
Développement services de bases en milieu rural	3,7
Tirages Prêts Programmes	303,0
Total décaissements extérieurs	409,2

TABLEAU N°14 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2019
En Milliards de Francs CFA

	Montant
Infrastructures	90,1
Autres	16,1
Total Décaissements sur Prêts Projets	106,2

TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2014 A 2018

En Milliards de Francs CFA

	2014	2015	2016	2017	2018
Dettes Extérieures	279,2	349,2	376,3	448,8	308,6
<i>Principale</i>	185,3	227,4	244,1	308,7	175,0
<i>Intérêts</i>	93,9	121,8	132,2	140,2	133,6
Dettes Bilatérales	38,3	50,4	71,8	62,1	66,2
<i>Principale</i>	23,8	36,6	49,3	43,9	47,7
<i>Intérêts</i>	14,5	13,9	22,5	18,3	18,5
<i>dont Club de Paris</i>	9,9	9,7	9,7	10,3	10,0
<i>Principale</i>	8,4	8,5	8,5	9,5	9,5
<i>Intérêts</i>	1,5	1,2	1,2	0,8	0,5
Dettes Multilatérales	33,4	37,6	35,7	44,6	53,5
<i>Principale</i>	26,5	29,0	26,7	34,0	39,0
<i>Intérêts</i>	6,9	8,6	8,9	10,6	14,5
Dettes Commerciales	150,3	160,4	180,9	143,0	108,2
<i>Principale</i>	135,0	139,0	168,1	119,5	88,3
<i>Intérêts</i>	15,2	21,3	12,8	23,5	19,9
Marché Financier International	57,4	100,9	87,9	199,2	80,7
<i>Principale</i>	0,0	22,9	0,0	114,4	0,0
<i>Intérêts</i>	57,4	78,0	87,9	87,8	80,7
Dettes Intérieures	107,0	156,5	173,5	291,4	292,6
<i>Principale</i>	105,2	133,9	154,6	249,2	219,6
<i>Intérêts</i>	1,9	22,6	18,9	42,2	73,0
Bancaire	46,9	81,0	42,4	66,3	86,2
<i>Principale</i>	46,9	63,8	32,9	41,7	52,9
<i>Intérêts</i>	0,0	17,2	9,5	24,6	33,3
Divers	13,4	18,9	18,6	9,7	2,7
<i>Principale</i>	13,4	18,9	18,6	9,7	2,7
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	45,6	53,5	77,9	134,5	91,8
<i>Principale</i>	44,9	51,2	77,6	134,5	76,3
<i>Intérêts</i>	0,7	2,3	0,2	0,0	15,5
Marché Financier Régional	1,1	3,1	34,7	80,9	111,9
<i>Principale</i>	0,0	0,0	25,5	63,3	87,7
<i>Intérêts</i>	1,1	3,1	9,2	17,6	24,2
Total Service de la Dette Publique	386,3	505,7	549,8	740,2	601,2
<i>Principale</i>	290,5	361,3	398,7	557,9	394,6
<i>Intérêts</i>	95,8	144,4	151,1	182,4	206,6

TABLEAU N°16 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2014 A 2019

En Milliards de Francs CFA

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dettes Extérieures	279,2	349,2	376,3	448,8	308,6	405,9
<i>Principale</i>	<i>185,3</i>	<i>227,4</i>	<i>244,1</i>	<i>308,7</i>	<i>175,0</i>	<i>264,3</i>
<i>Intérêts</i>	<i>93,9</i>	<i>121,8</i>	<i>132,2</i>	<i>140,2</i>	<i>133,6</i>	<i>141,6</i>
Dettes Non Précédemment Rééchelonnées (NPRD)	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principale</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	9,9	9,7	10,0	10,3	10,0	5,1
<i>Principale</i>	8,4	8,5	9,0	9,5	9,5	5,0
<i>Intérêts</i>	1,5	1,2	1,0	0,8	0,5	0,1
Club de Paris 5 (CP5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principale</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principale</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principale</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	9,1	9,7	10,0	10,3	10,0	5,1
<i>Principale</i>	8,4	8,5	9,0	9,5	9,5	5,0
<i>Intérêts</i>	1,5	1,2	1,0	0,8	0,5	0,1
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	102,1	119,0	144,8	107,2	95,8	105,2
<i>Principale</i>	86,0	100,3	131,4	86,3	76,0	87,4
<i>Intérêts</i>	16,2	18,6	13,5	20,9	19,8	17,8
Dettes Divers (Divers)	54,8	54,2	43,6	44,8	18,1	31,4
<i>Principale</i>	54,7	54,2	43,6	44,7	18,0	31,4
<i>Intérêts</i>	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0
Dettes Autres Bilatérales	21,7	27,8	54,3	42,8	50,6	40,3
<i>Principale</i>	9,7	12,4	33,4	22,9	32,5	26,4
<i>Intérêts</i>	12,0	15,4	20,9	19,9	18,1	13,9
Dettes Multilatérales	33,4	37,6	35,7	44,6	53,4	139,9
<i>Principale</i>	26,5	29,0	26,7	34,0	39,0	114,1
<i>Intérêts</i>	6,9	8,6	8,9	10,6	14,4	25,7
Emprunt Obligataire USD	57,4	100,9	87,9	199,2	80,7	84,0
<i>Principale</i>	0,0	22,9	0,0	111,4	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	57,4	78,0	87,9	87,8	80,7	84,0
Dettes Intérieures	107,0	156,5	173,5	291,4	292,6	326,3
<i>Principale</i>	<i>105,2</i>	<i>133,9</i>	<i>154,6</i>	<i>249,2</i>	<i>219,6</i>	<i>260,0</i>
<i>Intérêts</i>	<i>1,9</i>	<i>22,6</i>	<i>18,9</i>	<i>42,2</i>	<i>73,0</i>	<i>66,3</i>
Bancaire	46,9	81,0	42,4	66,3	86,2	122,7
<i>Principale</i>	46,9	63,8	32,9	41,7	52,9	95,2
<i>Intérêts</i>	0,0	17,2	9,5	24,6	33,3	27,5
Divers	13,4	18,9	18,6	9,7	2,7	5,0
<i>Principale</i>	13,4	18,9	18,6	9,7	2,7	5,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	45,6	53,5	77,9	134,5	91,8	60,0
<i>Principale</i>	44,9	51,2	77,6	134,5	76,3	45,5
<i>Intérêts</i>	0,7	2,3	0,2	0,0	15,5	14,5
Emprunt Obligataire XAF	1,1	3,1	34,7	80,9	111,9	138,6
<i>Principale</i>	0,0	0,0	25,5	63,3	87,7	114,3
<i>Intérêts</i>	1,1	3,1	9,2	17,6	24,2	24,2
Total Service de la Dette Publique	386,3	505,7	549,8	740,3	601,2	732,2
<i>Principale</i>	<i>290,5</i>	<i>361,3</i>	<i>398,7</i>	<i>557,9</i>	<i>394,6</i>	<i>524,3</i>
<i>Intérêts</i>	<i>95,8</i>	<i>144,4</i>	<i>151,1</i>	<i>182,4</i>	<i>206,6</i>	<i>207,9</i>

TABLEAU N°17 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2019

En Millions de Devises

	Principal	Intérêts	Total
Euros	309,5	44,3	353,8
Dollars US	58,1	173,4	231,5
JPY	69,8	0,2	70,0
IDI	5,6	2,7	8,3
CNY	151,1	47,8	198,9
DTS	0,3	0,0	0,3
KWD	0,0	0,0	0,0
CHF	0,0	0,0	0,0
XAF	269 731,8	71 114,3	340 846,1

TABLEAU N°18 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Euros	203,0	29,2	232,2
Dollars US	33,9	101,5	135,4
JPY	0,4	0,0	0,4
CNY	12,6	4,0	16,6
IDI	4,4	2,1	6,5
CHF	0,0	0,0	0,0
DTS	0,2	0,0	0,2
KWD	0,0	0,0	0,0
XAF	269,7	71,1	340,8
Total Service de la Dette Publique	524,3	207,9	732,2

TABLEAU N° 19 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2019

En Milliards de F.CFA

	Principal	Intérêts	Total
France	38,3	6,5	44,8
Prêts gouvernementaux	13,8	4,1	17,9
Prêts commerciaux	24,5	2,4	26,9
Allemagne	14,3	1,8	16,1
Prêts gouvernementaux	2,8	0,1	2,9
Prêts commerciaux	11,5	1,7	13,2
Etats-Unis	0,5	0,0	0,5
Prêts gouvernementaux	0,5	0,0	0,5
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Royaume Uni	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Chine	41,7	19,1	60,8
Prêts gouvernementaux	26,4	13,9	40,3
Prêts commerciaux	15,3	5,2	20,5
Espagne	0,3	0,2	0,6
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,3	0,2	0,5
Belgique	0,0	0,0	0,1
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,1
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Suisse	17,8	0,0	17,8
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	17,8	0,0	17,8
Canada	0,5	0,0	0,5
Prêts gouvernementaux	0,5	0,0	0,5
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Japon	0,4	0,0	0,4
Prêts gouvernementaux	0,4	0,0	0,4
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Autriche	19,5	2,1	21,6
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	19,5	2,1	21,6
Maroc	1,5	0,0	1,5
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	1,5	0,0	1,5
Singapore	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Israel	15,3	2,0	17,4
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	15,3	2,0	17,4
Corée du Sud	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Inde	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Koweït	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0
Emprunt Obligataire USD	0,0	84,0	84,0
Organismes multilatéraux	114,1	25,7	139,9
Total Service de la Dette Extérieure	264,3	141,6	405,9
Prêts gouvernementaux	44,4	18,1	62,5
Prêts commerciaux	105,7	13,8	119,5
Emprunt Obligataire USD	0,0	84,0	84,0
Organismes multilatéraux	114,1	25,7	139,9

TABLEAU N°20 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2014 A 2018

En Milliards de Francs CFA

	2014	2015	2016	2017	2018
Dettes Extérieures	2 454,1	2 884,2	3 107,0	3 355,8	3 744,0
Dettes Bilatérales	573,3	695,9	742,8	678,9	804,6
dont Club de Paris	40,2	32,8	24,3	14,7	5,2
Dettes Multilatérales	350,8	383,3	376,8	913,5	1 215,2
Dettes Commerciales	602,7	496,3	641,4	566,5	471,4
Marché Financier International	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9	1 252,8
Dettes Intérieures	176,9	281,2	986,1	1 451,9	1 513,6
Dettes Bancaires	44,5	0,0	358,2	826,4	772,4
Dettes Diverses	13,4	41,3	20,0	14,0	7,0
Dettes Moratoires	56,4	75,3	313,4	240,9	340,6
Marché Financier Régional	62,6	164,7	294,4	370,6	393,6
Total Dettes Publiques	2 631,0	3 165,4	4 093,1	4 807,6	5 257,6

TABLEAU N°21: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	3 875,9
Dettes Non Précédemment Rééchelonnées (NPRD)	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	0,0
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	559,0
Dettes Diverses (Divers)	0,0
Dettes Autres Bilatérales	638,6
Dettes Multilatérales	1 399,9
Marché Financier International	1 278,4
Dettes Intérieures	1 470,9
Bancaires	686,0
Diverses	0,0
Moratoires	232,8
Marché Financier Régional	552,1
Dettes Totales	5 346,8

TABLEAU N° 22 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE 2014 A 2019

En Milliards de Francs CFA

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
France	224,9	241,0	276,6	316,4	328,3	308,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	110,4	136,8	134,6	168,3	208,7	253,2
<i>Prêts commerciaux</i>	114,6	104,2	142,0	148,1	119,6	54,9
Allemagne	25,9	20,8	15,5	9,5	2,8	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	23,2	18,5	13,5	8,3	2,8	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,7	2,3	1,9	1,2	0,0	0,0
Etats-Unis	17,6	20,0	14,4	1,6	6,7	3,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	4,6	7,7	2,9	1,6	0,6	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	13,1	12,3	11,5	0,0	6,1	3,3
Grande Bretagne	93,4	53,3	48,1	38,5	0,0	7,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	93,4	53,3	48,1	38,5	0,0	7,4
Chine	426,1	524,7	659,5	581,2	676,3	711,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	423,7	521,9	582,0	494,4	587,8	616,6
<i>Prêts commerciaux</i>	2,4	2,8	77,5	86,9	88,4	95,2
Espagne	115,0	80,2	98,0	79,3	54,5	29,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	114,9	80,0	97,9	79,2	54,5	29,7
Belgique	49,4	31,0	23,0	12,6	2,1	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,6	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	48,8	30,5	22,8	12,5	2,1	0,0
Canada	5,8	5,8	5,3	4,0	3,5	3,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	5,8	5,8	5,3	4,0	3,5	3,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	111,5	128,0	131,2	107,5	94,9	95,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	111,5	128,0	131,2	107,5	94,9	95,1
Japon	2,6	2,3	1,9	1,1	0,4	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,6	2,3	1,9	1,1	0,4	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	32,8	32,8	32,8	21,8	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	32,8	32,8	32,8	21,8	0,0	0,0
Israel	43,7	37,7	55,6	63,7	52,4	35,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	43,7	37,7	55,6	63,7	52,4	35,7
Koweït	1,9	1,9	1,9	0,4	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,9	1,9	1,9	0,4	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Sud	1,1	0,6	0,6	0,5	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	1,1	0,6	0,6	0,5	0,0	0,0
Inde	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Pays	23,9	11,6	0,0	6,7	53,3	3,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	23,9	11,6	0,0	6,7	53,3	3,5
Marché Financier International	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9	1 252,8	1 278,4
Organismes multilatéraux	350,8	383,3	376,8	913,5	1 215,2	1 399,9
Total Dette Extérieure	2 454,1	2 884,2	3 107,0	3 355,8	3 744,0	3 875,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	573,3	695,9	742,8	678,9	804,6	872,8
<i>Prêts commerciaux</i>	602,7	496,3	641,4	566,5	471,4	324,8
<i>Marché Financier International</i>	927,2	1 308,7	1 346,0	1 196,9	1 252,8	1 278,4

TABLEAU N° 23 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

Fixe	4027,0
Variable	1319,8
<i>Euribor-3 mois</i>	158,7
<i>Euribor-6 mois</i>	1 000,4
<i>Libor - 3 mois</i>	0,0
<i>Libor - 6 mois</i>	156,8
<i>Autres</i>	3,9
Total Encours de la Dette Publique	5 346,8

TABLEAU N° 24 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

Taux d'intérêts	Montant
≤ 0%	182,4
0,0 à 3%	2 415,9
3,0 à 6 %	742,1
6,0 à 10 %	2 006,4
Total Encours de la Dette Publique	5346,8

TABLEAU N° 25 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURETE RESTANTE A FIN 2019

Périodes	Montant
0 à 2 ans	396,2
2,0 à 5 ans	1 789,7
5,0 à 10 ans	997,2
10,0 à 20ans	2 160,0
Plus de 20,0 ans	3,7
Total Encours de la Dette Publique	5 346,8

TABLEAU N°26 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Route	670,8
Santé	98,9
Eau	16,6
Electricité	260,1
Agriculture, Pêche et Elevage	14,7
Education, Formation et Emploi	24,5
Communication et Télécommunication	53,4
Economie et Finances	3 985,2
Ports et Aéroports	2,0
Transport	10,2
Sports	132,2
Défense et Sécurité	2,9
Foret et Environnement	3,1
Bâtiments et Travaux Publics	72,4
Total Encours	5 346,8

TABLEAU N° 27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2019

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emissions Obligataires	1830,5
Rééchelonnements	0,0
Appui Budgétaire	1051,1
Reprises de Dettes	950,4
Projets	1514,7
Total Encours de la Dette Publique	5 346,8

LISTE DES TABLEAUX

- TABLEAU N°1** : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2014 A 2018
- TABLEAU N°2** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2014 A 2018
- TABLEAU N°3** : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2019
- TABLEAU N°4** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2019
- TABLEAU N°5** : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2019
- TABLEAU N°6** : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2019
- TABLEAU N°7** : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2019
- TABLEAU N°8** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2019
- TABLEAU N°9** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2019
- TABLEAU N°10** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE A FIN 2019
- TABLEAU N°11** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2019
- TABLEAU N°12** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURETE RESTANTE A FIN 2019
- TABLEAU N°13** : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PROGRAMME EN 2019
- TABLEAU N°14** : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2019
- TABLEAU N°15** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2014 A 2018
- TABLEAU N°16** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2014 A 2019
- TABLEAU N°17** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2019
- TABLEAU N°18** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2019
- TABLEAU N°19** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT EN 2019
- TABLEAU N°20** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2014 A 2018
- TABLEAU N°21** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE PRÊT EN 2019
- TABLEAU N°22** : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT DE 2014-2019
- TABLEAU N°23** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2019
- TABLEAU N°24** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2019
- TABLEAU N°25** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURETE RESTANTE A FIN 2019
- TABLEAU N°26** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2019

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2014 A 2018

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2014 A 2018

GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2014 A 2018

GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2019

GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2019

GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2019

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2019

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2019

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	2
SOMMAIRE.....	5
INTRODUCTION	6
RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2014 A 2018.....	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2014 à 2018.....	8
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2014 à 2018.....	8
1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2014 à 2018.....	1
1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2014 à 2018	2
1.2. Evolution des décaissements de 2014 à 2018.....	3
1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2014 à 2018.....	3
1.2.2. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2014 à 2018.....	4
1.2.2.1. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2014 à 2018.....	4
1.2.3. Les décaissements sur financements intérieurs de 2014 à 2018	5
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2014 à 2018	5
1.4. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2014 à 2018	5
1.4.1. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2014 à 2018.....	6
1.5. Evolution de l'encours de la dette publique de 2014 à 2018.....	7
1.5.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2014 à 2018.....	7
1.5.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2014 à 2018	1
1.5.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2014 à 2018.....	2
1.6. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2014 à 2018	2
1.7. Evolution du taux d'endettement public de 2014 à 2018	3
1.7.1. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2014 à 2018.....	3
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2019.....	4
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2019	5
2.1.1. Nouveaux engagements en 2019.....	5
2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2019	5
2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2019	6
2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs et intérieurs	6
2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2019.....	6

2.1.2.1.	Montant des décaissements en 2019.....	6
2.1.2.2.	Affectation des décaissements en 2019.....	8
2.1.2.3.	Décaissements sur prêt-projets.....	8
2.1.2.4.	Décaissements sur emprunts d'équilibre.....	10
2.2.	Conditions d'emprunt en 2019.....	10
2.2.1.	Nouveaux engagements en 2019.....	10
2.2.1.1.	Nouveaux engagements en devises en 2019.....	10
2.2.1.2.	Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2019.....	11
2.2.1.3.	Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2019.....	11
2.2.1.4.	Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2019.....	12
2.2.2.1.	Décaissements en devises en 2019.....	12
2.2.2.2.	Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2019.....	12
2.2.2.3.	Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2019.....	14
2.3	Indicateurs d'endettement public en 2019.....	14
2.3.1.	Taux d'endettement public en 2019.....	14
2.3.2.	Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2019.....	15
3.1.	Service de la dette publique extérieure en 2019.....	17
3.1.1.	Remboursement de la dette publique extérieure en 2019.....	18
3.1.2.	Charges de la dette publique extérieure en 2019.....	18
3.1.3.	Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2019.....	19
3.2.	Service de la dette publique intérieure en 2019.....	20
3.2.1.	Remboursement de la dette publique intérieure en 2019.....	21
3.2.2.	Charges de la dette publique intérieure en 2019.....	22
3.	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2019.....	23
3.1.	Encours de la dette publique par source de dette à fin 2019.....	23
3.1.1.	Encours de la dette publique extérieure à fin 2019.....	23
3.1.2.	Encours de la dette publique intérieure à fin 2019.....	24
3.2.	Encours de la dette publique par affectation à fin 2019.....	25
3.2.1.	Encours de la dette publique par projet à fin 2019.....	26
3.2.2.	Encours de la dette publique hors projets à fin 2019.....	28
3.3.	Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2019.....	28
3.3.1.	Encours de la dette publique par monnaie à fin 2019.....	28
3.3.2.	Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2019.....	30
3.3.3.	Encours de la dette publique par maturité à fin 2019.....	32
	CONCLUSION.....	34
	ANNEXES.....	36

LISTE DES TABLEAUX	45
LISTE DES GRAPHIQUES	46
TABLE DES MATIERES.....	47

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

Boulevard de l'indépendance

Rue Camp de Police (Face Prix Import)

B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790

E-mail : mecitdgd@gmail.com

Site Web : www.dette.ga